



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI. Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 4 AOÛT 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, AUGUST 4th, 1951

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1951.

Québec, le 11 juin 1951.

L'Imprimeur du Roi,
 RÉDEMPTI PARADIS.

30325-24-11-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1951.

Québec, this 11th of June 1951.

RÉDEMPTI PARADIS,
 King's Printer.

30325-24-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avvertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

Là matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

Lettres patentes

Aylmer Insurance Agency Ltd.
Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1951, constituant en corporation: Paul Daoust, courtier en assurance, Henri Masson, comptable agréé, et Marguerite Ste-Marie,

Letters Patent

Aylmer Insurance Agency Ltd.
Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1951, incorporating: Paul Daoust, insurance broker, Henri Masson, chartered accountant, and Marguerite Ste-Marie, secretary,

secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Sujet aux dispositions de la Loi des assurance de Québec et de ses règlements, faire affaires comme courtiers en assurances, agents d'assurances-sous le nom de "Aylmer Insurance Agency Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$50 chacune, et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt et un juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

**Belle Construction Ltée
Belle Construction Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 27, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze juin 1951, constituant en corporation: Jean-Marie Lemay, négociant, d'Hébertville-Station, Marcel Bouchard, secrétaire et Roland Bergeron, avocat, de Roberval, tous du district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Belle Construction Ltée" — "Belle Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hébertville-Station, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

Columbus Textile Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente et un mai 1951, constituant en corporation: Maurice Langlois, Frank Ivan Ritchie, jr., avocats, et Jacqueline Gélinas, sténographe, tous des cité et district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire le trafic, négocier et exercer le commerce qui consiste à manufacturer coton, laine, filé et autres substances fibreuses, soit naturelle ou synthétique, sous le nom de "Columbus Textile Co. Ltd.", avec un capital de \$500,000 divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100 chacune et 2,500 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C. E. CANTIN.

Cordia Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276,

all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Subject to the provisions of the Quebec Insurance Act and its regulations, to carry on business as insurance brokers and insurance agents, under the name of "Aylmer Insurance Agency Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$50 each, and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

**Belle Construction Ltée
Belle Construction Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eleventh day of June, 1951, incorporating: Jean-Marie Lemay, dealer, of Hébertville-Station, Marcel Bouchard, secretary, and Roland Bergeron, advocate, of Roberval, all of the judicial district of Roberval, for the following purposes:

To act as general building contractors, under the name of "Belle Construction Ltée" — "Belle Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hébertville-Station, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Columbus Textile Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the thirty-first day of May, 1951, incorporating: Maurice Langlois, Frank Ivan Ritchie, jr., advocates, and Jacqueline Gélinas, stenographer, all of the city and judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To trade, deal in and carry on the business of manufacturing cotton, wool, worsted and other fibrous substances, natural or synthetic, under the name of "Columbus Textile Co. Ltd.", with a capital stock of \$500,000 divided into 2,500 preferred shares of \$100 each and 2,500 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1951.

C. E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Cordia Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276,

S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente mai 1951, constituant en corporation: Eli Michael Berger, avocat, Pearl Auerbach, Rhoda Cohen, secrétaires, et Irving Halperin, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter et diriger des garages et exercer le commerce général de livraison par automobile et celui de voituriers public et privé, sous le nom de "Cordia Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C. E. CANTIN.

Desrochers & Wodon Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juin 1951, constituant en corporation: Dame J. Swibert Desrochers, commerçante, Maurice Desrochers, industriel, et Gaston Desrochers, commerçant, tous de Joliette, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie, de matériaux de construction de toutes sortes, accessoires de ménage, meubles de toutes sortes, sous le nom de "Desrochers & Wodon Ltée".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair ou nominale de \$100 chacune, et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair ou nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

Forestville Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juin 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Langlois, Lucien Gobeil, comptables, et Pauline Gobeil, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchand d'automobiles et de garagiste, sous le nom de "Forestville Automobiles Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Forestville, district judiciaire de Saguenay.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

Gelber David Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset,

R.S.Q. 1941, bearing date the thirtieth day of May, 1951, incorporating: Eli Michael Berger, advocate, Pearl Auerbach, Rhoda Cohen, secretaries, and Irving Halperin, clerk, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate and manage garages, and to carry on generally the business of a motor car livery and that of public and private carriers, under the name of "Cordia Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1951.

C. E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Desrochers & Wodon Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1951, incorporating: Dame J. Swibert Desrochers, trader, Maurice Desrochers, industrialist, and Gaston Desrochers, trader, all of Joliette, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To deal in hardware, building requisites of all kinds, household effects and furniture of all kinds, under the name of "Desrochers & Wodon Ltée".

The capital stock of the company to be divided into 390 preferred shares of a par or nominal value of \$100 each, and into 100 common shares of a par or nominal value of \$10 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Forestville Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1951, incorporating: Paul Emile Langlois, Lucien Gobeil, accountants, and Pauline Gobeil, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of automobiles dealer and garage keeper, under the name of "Forestville Automobiles Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Forestville, judicial district of Saguenay.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Gelber David Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset,

set, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du cinq juin 1951, constituant en corporation: David Gelber, marchand, de Westmount, Mme Sadie Evin Gelber, épouse séparée de biens dudit David Gelber, de Westmount, district judiciaire de Montréal, et Sam Schwarz Bard, avocat, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble, sous le nom de "Gelber David Realty Corporation", avec un capital de \$250,000 divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1117 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C. E. CANTIN.

Hardy & Rinfret Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du quinze juin 1951, constituant en corporation: Paul-Emile Hardy, Edmond Rinfret et Maurice Vincent, tous marchands de fourrures, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de la fourrure, sous le nom de "Hardy & Rinfret Ltée", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au numéro 1867, rue Amherst, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

James A. Wright & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1951, constituant en corporation: James Andrew Wright, peintre et préposé à l'entretien, Dame Jeanne Diana Guillemette, épouse séparée de biens dudit James Andrew Wright, et Georges Henri Dureault, avocat, et Conseil en Loi du Roi, tous de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de décorateurs, peintres et dessinateurs, et vendeurs de toutes sortes de travaux décoratifs ou de peinture, sous le nom de "James A. Wright & Sons Limited", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C. E. CANTIN.

J.-W. Ouellet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

set, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifth day of June, 1951, incorporating: David Gelber, merchant, of Westmount, Mrs. Sadie Evin Gelber, wife separate as to property of the said David Gelber, of Westmount, judicial district of Montreal, and Sam Schwarz Bard, advocate, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company under the name of "Gelber David Realty Corporation", with a capital stock of \$250,000 divided into 5,000 common shares of a par value of \$10 each, and 20,000 preferred shares at a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 1117, Ste-Catherine West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Hardy & Rinfret Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifteenth day of June, 1951, incorporating: Paul Emile Hardy, Edmond Rinfret, and Maurice Vincent, all fur merchants, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the fur business, under the name of "Hardy & Rinfret Ltée", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at No. 1867 Amherst street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

James A. Wright & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1951, incorporating: James Andrew Wright, painter and maintenance operator, Dame Jeanne Diana Guilmette, wife separated as to property of the said James Andrew Wright, and George-Henri Dureault, advocate and King's Counsel, all of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on business as decorators, painters and designers, and dealers in decorative and painting work of all kinds, under the name of "James A. Wright & Sons Limited", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

J.-W. Ouellet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du treize juin 1951, constituant en corporation: J.-Wilfrid Ouellet, manufacturier, Léo Ouellet, horloger, et Cimon Ouellet, menuisier, tous de Saint-Hubert, district judiciaire de Kamouraska, pour les objets suivants:

Manufacturer des boîtes, des meubles et toutes marchandises en bois d'une manière générale, sous le nom de "J.-W. Ouellet Ltée", avec un capital de \$25,000 divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hubert, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

Kirby Co. of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du huit juin 1951, constituant en corporation: Monroe Abbey, Max Slapack et Gregory Charlap, avocats, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de machines à nettoyer par le vide, machinerie, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de "Kirby Co. of Quebec Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune, et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C. E. CANTIN.

La Compagnie Electrique de L'Ile aux Coudres

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1951, constituant en corporation: Jean-Julien Fortin, ingénieur conseil, de Chicoutimi, Henri Boulianne, contracteur électricien et plombier, et Elzéar Potvin, maître-électricien, tous deux d'Arvida, tous du district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Fabriquer, transmettre, distribuer de toute manière quelconque, de l'électricité, du gaz ou toute autre source d'énergie, de force et de lumière, dans l'Ile-aux-Coudres, comté de Charlevoix, sous le nom de "La Compagnie Electrique de L'Ile-aux-Coudres", avec un capital de \$75,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune, et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

La Maison Française, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1951, incorporating: J. Wilfrid Ouellet, manufacturer, Léo Ouellet, watchmaker, and Cimon Ouellet, joiner, all of Saint-Hubert, judicial district of Kamouraska, for the following purposes:

To manufacture boxes, furniture and any merchandise in wood in general, under the name of "J.-W. Ouellet Ltée", with a capital stock of \$25,000 divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Hubert, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Kirby Co. of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the eighth day of June, 1951, incorporating: Monroe Abbey, Max Slapack and Gregory Charlap, advocates, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in vacuum cleaners, machinery, engines, tools, implements and hardware of all kinds, under the name of "Kirby Co. of Quebec Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 1,000 common shares of \$1 each, and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

La Compagnie Electrique de L'Ile aux Coudres

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1951, incorporating: Jean Julien Fortin, consulting engineer, of Chicoutimi, Henri Boulianne, electrical contractor and plumber, and Elzéar Potvin, master electrician, both of Arvida, all of the judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To manufacture, transmit, distribute in any manner whatsoever, electricity, gas or any other source of power, force and light, in L'Ile-aux-Coudres, county of Charlevoix, under the name of "La Compagnie Electrique de L'Ile-aux-Coudres" with a capital stock of \$75,000 divided into 400 common shares of \$100 each, and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

La Maison Française, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been

accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du cinq juin 1951, constituant en corporation: Claude Michel, agent, Taschereau Fortier, avocat, et Françoise Laperrière, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles et marchandises faits en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textile, verre et tous les sous-produits d'iceux, sous le nom de "La Maison Française, Inc.", avec un capital de \$15,000 divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général le cinq juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C. E. CANTIN.

issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of June, 1951, incorporating: Claude Michel, agent, Taschereau Fortier, advocate, and Françoise Laperrière, secretary, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To deal in all articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, metalloid, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and the by-products of same, under the name of "La Maison Française, Inc.", with a capital stock of \$15,000 divided into 1,500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Laporte & Lamouche Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du cinq juin 1951, constituant en corporation: Fernand Laporte, plombier, Hector Lamouche, plombier, et Arthur Lavoie, ferblantier, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le métier de plombiers, couvreurs, entrepreneurs plombiers et couvreurs, sous le nom de "Laporte & Lamouche Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le cinq juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Laporte & Lamouche Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fifth day of June, 1951, incorporating: Fernand Laporte, plumber, Hector Lamouche, plumber, and Arthur Lavoie, tinsmith, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade of plumbers and roofers and that of plumbing and roofing contractors, under the name of "Laporte & Lamouche Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

La Revue Radio-Télévision Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du deux juin 1951, constituant en corporation: Fernand Robidoux, artiste lyrique, Montréal, Marcel L'Archevêque, éditeur, Paul-H. Levesque, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal pour les objets suivants:

Editer, publier, imprimer ou autrement disposer de revues, périodiques, journaux, dépliants, feuillets et fascicules, sous le nom de "La Revue Radio-Télévision Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 200 actions sans valeur au pair ou nominale et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$2,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

La Revue Radio-Télévision Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of June, 1951, incorporating: Fernand Robidoux, lyric artist, Montreal, Marcel L'Archevêque, editor, Paul H. Levesque, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To edit publish, print or otherwise dispose of reviews, fascicles, periodicals, papers, folders, leaflets and fascicles, under the name of "La Revue Radio-Télévision Inc."

The capital stock of the company is divided into 200 shares without nominal or par value and into 100 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$2,000.

The head office of the corporation will be at Ville Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1951,

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd. Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf juin 1951, constituant en corporation: Jean Ouellette, avocat, de la cité de Montréal, Yvon Lefebvre, avocat, de la cité d'Outremont, et Maurice Ouellette, comptable agréé, résident de la ville de St-Laurent, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Conduire et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.", avec un capital de \$10,00 divisé en 1.000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the ninth day of June, 1951, incorporating: Jean Ouellette, lawyer, of the City of Montreal, Yvon Lefebvre, lawyer, of the City of Outremont, and Maurice Ouellette, chartered accountant, residing in the ville Saint-Laurent, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To conduct and carry on the business of general contractors, under the name of "Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.", with a capital stock of \$10,000, divides into 1,000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Saint-Jovite, in the Judicial District of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Leader Products Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du deux juin 1951, constituant en corporation: Maurice Charlebois, manufacturier, Yvon Bock, avocat, Jacqueline de Ladurantaye, sténographe, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et négociants de produits et matériaux, à l'état brut, semi-ouvrés ou finis, en fer, acier, cuivre et autres métaux et alliages de toutes sortes, de bois et de matières plastiques, sous le nom de "Leader Products Company Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 95 ouest, rue St-Zotique, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le deux juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Leader Products Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the second day of June, 1951, incorporating: Maurice Charlebois, manufacturer, Yvon Bock, advocate, Jacqueline de Ladurantaye, stenographer, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers of and dealers in products and materials, in the raw, semi-wrought or finished state, in iron, steel, copper and other metals and alloys of all kinds, wood and plastic materials, under the name of "Leader Products Company Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 95 St-Zotique street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Le Centre Recréatif de Ste-Claire

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze juin 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Wilbrod Bherer, C.R., Jacques Juneau et Guy Pouliot, avocats, des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager, maintenir et développer l'exercice des sports en général et les activités sociales et récréatives pour les membres, sous le nom de "Le Centre Recréatif de Ste-Claire".

Les pouvoirs accordés ne doivent pas être interprétés comme permettant les jeux à l'argent, les jeux de hasard ou les jeux mixtes de hasard ou d'habileté, les paris et ne permettent pas à la corporation de demander ou d'opérer une licence émise par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$125,000.

Le Centre Recréatif de Ste-Claire

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of June, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Wilbrod Bherer, K.C., Jacques Juneau and Guy Pouliot, advocates, of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To promote, encourage, maintain and develop the exercise of sports in general and social and recreational activities for the members, under the name of "Le Centre Recréatif de Ste-Claire".

The powers conferred shall not be interpreted as permitting gambling, games of chance or games of chance and skill mixed or betting, nor shall they permit the corporation to apply for or operate a licence issued by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$125,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Claire district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le onze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Les Alliés de la Baie, Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Léo Tanguay, médecin, Léon Tremblay, agent, Amédé Tremblay, papetier, Céréal Ellefsen, électricien, Maurice Ellefsen, Frank Davies, comptables, Raymond Tremblay, livreur, Jean-Marie Tremblay, contremaître, Joseph Haddad, marchand, John McLean, maître de poste, Léo Gilbert, commis, Raoul Brisson, livreur, René Fradette, Antoine Boivin, Léon-Maurice Tremblay, commis, et Jos-Eugène Tremblay, secrétaire-trésorier, tous de Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir les parties et les concours de hockey, sous les nom de "Les Alliés de la Baie, Inc.",

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard, à l'argent, d'habileté, les paris illégaux, et n'autorisent pas non plus la corporation à demander, détenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec;

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Bagotville, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

**Metalco Limitée
Metalco Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du quatorze juin 1951, constituant en corporation: Jules-Louis Dupuis, industriel, de Eastman, district judiciaire de Bedford, Pierre-J. Chapuis, Raymond Lefebvre, Philias-A. Dionne, gérants, Jean Lincourt, agent d'assurance, Adrien Maurice, hôtelier, Fernand St-Pierre, commis, Alfred Marcoux, camionneur, Madeleine-E. Dupuis, gérante, Robert Trudel, comptable, et Roger Bouchard, avocat tous de Coaticook, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Exploiter en particulier un ou des brevets de métallisation de tous corps non-conducteurs, sous le nom de "Metalco Limitée" — "Metalco Limited",

Le montant du capital-actions de la compagnie est de 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair ou nominale, et de 2,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la la compagnie commencera ses opérations est de \$25,000.

Le siège social de la compagnie sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

The head office of the corporation will be at Sainte-Claire, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Les Alliés de la Baie, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1951, to incorporate as a corporation without share capital: Léo Tanguay, physician, Léon Tremblay, agent, Amédé Tremblay, paper maker, Céréal Ellefsen, electrician, Maurice Ellefsen, Frank Davies, accountants, Raymond Tremblay, delivery-man, Jean Marie Tremblay, foreman, Joseph Haddad, merchant, John McLean, post master, Léo Gilbert, clerk, Raoul Brisson, delivery-man, René Fradette, Antoine Boivin, Léon Maurice Tremblay, clerks, and Jos-Eugène Tremblay secretary-treasurer, all of Bagotville, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To organize and promote hockey matches and competitions, under the name of "Les Alliés de la Baie, Inc."

The powers conferred do not permit games of chance, gambling, games of skill or illegal betting, nor do they authorized the corporation to apply for, hold or operate a licence granted by the Quebec Liquor Commission;

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Bagotville, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

**Metalco Limitée
Metalco Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the fourteenth day of June, 1951, incorporating: Jules Louis Dupuis, industrialist, of Eastman, judicial district of Bedford, Pierre J. Chapuis, Raymond Lefebvre, Philias A. Dionne, managers, Jean Lincourt, insurance agent, Adrien Maurice, hotel-keeper, Fernand St-Pierre, clerk, Alfred Marcoux, carter, Madeleine E. Dupuis, manager, Robert Trudel, accountant, and Roger Bouchard, advocate, all of Coaticook, judicial district of St. Francis, for the following purposes:

To utilize in particular one or more patents for the metallization of any non-conducting bodies, under the name of "Metalco Limitée" — "Metalco Limited",

The amount of capital stock of the company is 1,000 common shares without par or nominal value, and 2,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence its operations is \$25,000.

The head office of the company will be at Coaticook, judicial district of Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Noral Trading Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du premier juin 1951, constituant en corporation: Florence Mary Trinnell Kay, ménagère, épouse séparée de biens de Norval Kay, et dûment autorisée par lui pour les présentes, Abe Goldberg, autorité en relations publiques, et Dame Mina Kotick Goldberg, ménagère, épouse séparée de biens de Abe Goldberg, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands-commerçants d'aucunes et toutes sortes de bois, laine et rebuts soit bruts ou manufacturés, sous le nom de "Noral Trading Corporation", avec un capital de \$35,000 divisé en 150 actions privilégiées de \$100 chacune et 200 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Nouvelles Modes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes en date du premier juin 1951, constituant en corporation: Sam Adel, marchand, Emmanuel Cooke, avocat, et Lucy V. Clarke, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en détail de toutes sortes de vêtements confectionnés pour dames, lingerie fourrures et tous autres articles s'y rattachant, sous le nom de "Nouvelles Modes Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 3545 est, rue Ontario, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le premier juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Olivier Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du six juin 1951, constituant en corporation: Claude Ducharme, avocat, de Richelieu, district judiciaire de Ste-Hyacinthe, Guy Desjardins, avocat, et Jean Olivié, alias Olivier, industriel, tous deux des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie d'administration et de portefeuille, sous le nom de

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Noral Trading Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of June, 1951, incorporating: Florence Mary Trinnell Kay, housewife, wife separate as to property of Norval Kay, and duly authorized by him for these presents, Abe Goldberg, public relations authority and Dame Mina Kotick Goldberg, house wife, wife separate as to property of Abe Goldberg, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of trading merchants of any and all kinds of wood, wool, and waste materials whether raw or manufactured, under name of "Noral Trading Corporation", with a capital stock of \$35,000 divided into 150 preferred shares of \$100. each, and 200 common shares of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Nouvelles Modes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the first day of June, 1951, incorporating: Sam Adel, merchant, Emmanuel Cooke, advocate, and Lucy V. Clarke, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business, retail of all kinds of ladies ready to wear clothing, lingerie, furs, and in all other things appertaining to wearing apparel, under the name of "Nouvelles Modes Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at 3545 Ontario St. E. Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this first day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Olivier Holding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the sixth day of June, 1951, incorporating: Claude Ducharme, advocate, of Richelieu, Judicial District of St-Hyacinthe, Guy Desjardins, advocate, and Jean Olivié, alias Olivier industrial, both of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the operations of an administration and holding company, under the name of "Olivier

"Olivier Holding Inc." avec un capital de \$200,000 divisé en 19,850 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 1,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Paul Heller Fuel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du quinze juin 1951, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, avocats, et Freda Pomerance, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de charbon et de coke, vendeurs de toutes sortes de combustible, sous le nom de "Paul Heller Fuel Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le quinze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Princeville Pulpe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize juin 1951, constituant en corporation: Oscar chard, menuisier, Arsène Sylvain, commerçant, et Georges-Albert Béchard, gérant, tous de Princeville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Exercer en général le commerce de bois, sous le nom de "Princeville Pulpe Ltée", avec un capital de \$40,000 divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le treize juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Rodgers-Short Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi de la province de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze juin 1951, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat, Alva P. Boyd, sténographe, et William Henry Rodgers, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble sous le nom de "Rodgers Short Inc." avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Holding Inc.", with a capital stock of \$200,000, divided into 19,850 preferred shares having a par value of \$10. each, and 1,500 common shares having a par value of \$1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this sixth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Paul Heller Fuel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the fifteenth day of June, 1951, incorporating: Samuel Chait, Harry Lyon Aronovitch, advocates, and Freda Pomerance, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of coal and coke merchants, dealers in all kinds of fuel, under the name of "Paul Heller Fuel Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of the par value of \$100. each and 300 preferred shares of the par value of \$100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Princeville Pulpe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of June, 1951, incorporating: Oscar Béchard, joiner, Arsène Sylvain, trader, and Georges Albert Béchard, manager, all of Princeville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To carry on the lumber business in general, under the name of "Princeville Pulpe Ltée", with a capital stock of \$40,000 divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Princeville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Rodgers-Short Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of June, 1951, incorporating: Charles Wolfson, advocate, Alva P. Boyd, stenographer, and William Henry Rodgers, accountant, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Rodgers-Short Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100. each.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Simard Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1951, constituant en corporation: Fortunat Simard, camionneur, Jean Simard, camionneur, tous deux d'Hébertville, district judiciaire de Roberval, et Lucienne Morin, sténographe, de Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Simard Express Limitée", avec un capital de \$75,000 divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hébertville, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le deux juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

St. Denis Construction Ltée St. Denis Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1951, constituant en corporation: Roger Hamelin, entrepreneur, Joseph-Edmond Milot comptable, et Jacques Décarie, entrepreneur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme constructeur ou entrepreneur, sous le nom de "St. Denis construction Ltée" — "St. Denis Construction Ltd.", avec un capital de \$50,000 divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ville Jacques-Cartier, district judiciaire de Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-huit mai 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Steel Structure & Services Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du six juin 1951, constituant en corporation: Emé. Lacroix, C.R., avocat, de Ville Mont-Royal, Lucien Thouin, avocat, et Paula Boisvert, sténographe, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme contracteur, constructeur général de tous immeubles quelconques, sous le nom de "Steel Structure & Services Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

The head office of the Company will be at Westmount, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Simard Express Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1951, incorporating: Fortunat Simard, carrier, Jean Simard, carrier, both of Hébertville, judicial district of Roberval, and Lucien Morin, stenographer, of Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To engage in the transportation business, under the name of "Simard Express Limitée", with a capital stock of \$75,000 divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Hébertville, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

St. Denis Construction Ltée St. Denis Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twenty-eight day of May, 1951, incorporating: Roger Hamelin, contractor, Joseph Edmond Milot, accountant, and Jacques Décarie, contractor, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as builder or contractor, under the name of "St. Denis Construction Ltée" — "St. Denis Construction Ltd.", with a capital stock of \$50,000 divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Ville Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eight day May, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Steel Structure & Services Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the sixth day of June, 1951, incorporating: Emé. Lacroix, K.C., advocate, of the Town of Mount Royal, Lucien Thouin advocate, and Paula Boisvert, stenographer, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as contractor and general builder for immovables of all kinds, under the name of "Steel Structure & Services Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général le six juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Xavier Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt juin 1951, constituant en corporation: Raymond Gauthier, Roger Gauthier et Rosaire Gauthier, garagistes, tous de Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de garage, sous le nom de "Xavier Gauthier Limitée", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le vingt juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622-o C.-E. CANTIN.

Coronet Télévision Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, R.S.Q., 1941, des lettres patentes en date du vingt et un juin 1951, constituant en corporation: John Bumbray, Conseil en Loi du Roi, Lovell Caverhill Carroll, Conseil en Loi du Roi, tous deux de la ville de Mont-Royal, Jehan Perdriau, Jean-Paul Cardinal, Bernard Lebel, avocats, Thérèse Boissy et Thérèse Tétu secrétaires, tous cinq de la cité de Montréal, et tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands de toutes sortes d'appareils de télévision et radio, accessoires électriques, articles de ménage, matériaux de construction et ameublement, sous le nom de "Coronet Television Corporation", avec un capital de \$750,000 divisé en 750,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30622 C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Xavier Gauthier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twentieth day of June, 1951, incorporating: Raymond Gauthier, Roger Gauthier and Rosaire Gauthier, garage-keepers, all of Jonquière, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on the garage business, under the name of "Xavier Gauthier Limitée", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622 Acting Deputy Attorney General.

Coronet Télévision Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, 1941, bearing date the twenty-first day of June, 1951, incorporating: John Bumbray, Kings Counsel, Lovell Caverhill Carroll, King's Counsel, both of the Town of Mont-Royal, Jehan Perdriau, Jean-Paul Cardinal, Bernard Lebel, advocates, Thérèse Boissy and Thérèse Tétu, secrétaires, all five of the City of Montreal, and all in the judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business of manufacturers and dealers in and of all kinds of television, radio, electrical, household building and housing products, under the name of "Coronet Television Corporation", with a capital stock of \$750,000, divided into 750,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30622-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Cash Register Importers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du deux juin 1951 à la compagnie "Cash Register Importers Ltd.", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 2 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Supplementary Letters Patent

Cash Register Importers Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cash Register Importers Ltd.", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, the 2nd day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Champlain Milk Products Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 8 juin 1951, à la compagnie "Champlain Milk Products Company Limited", ratifiant son règlement spécial "A" augmentant son capital autorisé de \$45,000 à \$295,000 par la création de 250,000 actions privilégiées additionnelles de \$1 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges énoncés au dit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 8 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Fred F. Esler Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du six juin 1951, à la compagnie "Fred F. Esler, Limited", ratifiant son règlement "AA", augmentant son capital de \$55,000 à \$200,000 par la création de a) 5,000 actions ordinaires additionnelles de \$1 chacune; b) 800 actions privilégiées additionnelles de \$50 chacune, pour être classées *pari passu* en tous respects avec les actions privilégiées déjà existantes de la compagnie créée par lettres patentes en date du 7 décembre 1931; c) 2,000 nouvelles "actions privilégiées spéciales" de \$50 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Grand Slipper Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de la dite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres supplémentaires en date du 14 juin 1951 à la compagnie "Grand Slipper Inc.", ratifiant un règlement, augmentant le capital de ladite compagnie de \$40,000 à \$140,000 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles de \$100 chacune et de 800 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, comprenant les droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

**Knight Armature Manufacturing
Incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 juillet 1951, à la compagnie "Knight Armature Services Incorporée", constituée en corporation par lettres patentes du 11 octobre 1950, changeant son nom en celui de "Knight Armature Manufacturing Incorporée".

Champlain Milk Products Company Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Champlain Milk Products Company Limited", ratifying its Special By-law "A" increasing its authorized capital from \$45,000 to \$295,000 by the creation of 250,000 additional preferred shares of \$1 each, comprising the rights, restrictions and privileges set forth in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 8th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Fred F. Esler Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Fred F. Esler, Limited", ratifying its By-law "AA" increasing its capital stock from \$55,000 to \$200,000 by the creation of a) 5,000 additional common shares of \$1 each; b) 800 additional preferred shares of \$50 each to rank *pari passu* in all respects with the already existing preferred shares of the company created by the letters patent of December 7, 1931; c) 2,000 new "special preferred shares of" \$50 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 6th day of June 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Grand Slipper Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Grand Slipper Inc.", ratifying a by-law increasing the capital stock of such company from \$40,000 to \$140,000 by the creation of 200 additional common shares of \$100 each and of 800 additional preferred shares of \$100 each, comprising the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 14th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

**Knight Armature Manufacturing
Incorporée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the third day of July 1951, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Knight Armature Service Incorporée", incorporated by letters patent dated the eleventh day of October, 1950, changing its name into that of "Knight Armature Manufacturing Incorporée".

Daté du bureau du Procureur général, le 3 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623-o C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of July, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623 Acting Deputy Attorney General.

Les Magasins Maisonneuve Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1951, à la compagnie "Les Bouchers-Epiciers de Maisonneuve Limitée — The Maisonneuve Butchers-Grocers Limited", constituée en corporation par lettres patentes du 1er mai 1946, changeant son nom en celui de "Les Magasins Maisonneuve Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 6 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623-o C.-E. CANTIN.

Les Magasins Maisonneuve Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Les Bouchers-Epiciers de Maisonneuve Limitée — The Maisonneuve Butchers-Grocers Limited", incorporating by letters patent dated the first day of May, 1946, changing its name into "Les Magasins Maisonneuve Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623 Acting Deputy Attorney General.

Musarra Fabrics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 juin 1951, changeant le nom de la compagnie "Steinberg Fabrics Inc.", incorporée par lettres patentes en date du 2 avril 1951, en celui de "Musarra Fabrics Ltd".

Daté du bureau du Procureur général, le 18 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Musarra Fabrics Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, changing the name of the company "Steinberg Fabrics Inc.", incorporated by the letters patent dated April 2nd, 1951, to that of "Musarra Fabrics Ltd.",

Dated at the office of the Attorney General, the 18th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Mysto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6 juin 1951, à la compagnie "Mysto Inc.", ratifiant son règlement "E" augmentant son capital-actions par la création de 5,000 actions privilégiées nouvelles de \$10 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement, et fixant à \$20,000 le montant minimum avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 6 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623-o C.-E. CANTIN.

Mysto Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Mysto Inc.", ratifying its By-Law "E" increasing its capital stock by the creation of 5,000 new preferred shares of \$10 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law, and fixing at \$20,000 the minimum amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623 Acting Deputy Attorney General.

Seeley Systems (Quebec) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 juin 1951, à la compagnie "Seeley Systems (Quebec) Limited", ratifiant son règlement No 61: 1° subdivisant 300 actions ordinaires de \$100 chacune en 3000 actions ordinaires de \$10 chacune; 2° convertissant les dites 3,000 actions ordinaires de \$10 chacune en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune, comprenant les droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Seeley Systems (Quebec) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Seeley Systems (Quebec) Limited", ratifying its By-Law No. 61: 1° subdividing 300 common shares of \$100 each into 3,000 common shares of \$10 each; 2° converting the said 3,000 common shares of \$10 each into 3,000 preferred shares of \$10 each, comprising the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Daté du bureau du Procureur général, le 20.
juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Dated at the office of the Attorney General,
this 20th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Sylvia Fair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément avec l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 juin 1951, à la compagnie "Neckwear Incorporated", constituée en corporation par lettres patentes et lettres patentes supplémentaires en date respectivement le 3 juin 1946 et le 23 décembre 1948, changeant son nom en celui de "Sylvia Fair Inc.",

Daté du bureau du Procureur général, le 20
juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

Sylvia Fair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Neckwear Incorporated", incorporated by letters patent and supplementary letters patent dated, respectively, June 3, 1946 and December 23, 1948, changing its name to that of "Sylvia Fair Inc."

Dated at the office of the Attorney General,
this 20th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

The Crystal Palace Theatre Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 juin 1951, à la compagnie "The Crystal Palace Theatre Limited", ratifiant son règlement no 3 augmentant son capital de \$20,000 à \$50,000 par la création de 300 actions privilégiées de \$100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans ledit règlement.

Daté du bureau d Procureur général, le 15
juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623-o C.-E. CANTIN.

The Crystal Palace Theatre Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the fifteenth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "The Crystal Palace Theatre Limited", ratifying its By-Law No. 3, increasing its capital from \$20,000 to \$50,000 by the creation of 300 preferred shares of \$100 each, subject to the rights restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General,
this fifteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623 Acting Deputy Attorney General.

Thomson-Gingras Lumber Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 juin 1951, à la compagnie "Thomson-Gingras Lumber Co. Limited", ratifiant son règlement no 16 portant son capital-actions de \$10,000 à \$260,000 par la création de 2500 actions privilégiées nouvelles de \$100 chacune, sujettes aux droits et restrictions indiqués audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19
juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623-o C.-E. CANTIN.

Thomson-Gingras Lumber Co. Limited

Notice is hereby given that Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Thomson-Gingras Lumber Co. Limited", ratifying its By-Law No. 16 increasing its capital stock from \$10,000 to \$260,000 by the creation of 2,500 new preferred shares of \$100 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General,
this nineteenth day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623 Acting Deputy Attorney General.

Union Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 juin 1951, à la compagnie "Union Products Inc.", ratifiant son règlement No 28 augmentant son capital de \$25,000 à \$85,000 par la création de 600 nouvelles actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant

Union Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chapter 276, to the company "Union Products Inc.", ratifying its By-Law No 28 increasing its capital stock from \$25,000 to \$85,000 by the creation of 600 new preferred shares of \$100 each, comprising the

les droits et restrictions mentionnés au susdit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30623 C.-E. CANTIN.

rights and restrictions mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of June, 1951.

C.-E. CANTIN,
30623-o Acting Deputy Attorney General.

Industrial Finance Corporation Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres supplémentaires en date du 28 juin 1951, à la compagnie "Industrial Finance Corporation Limited", ratifiant son règlement N° 1, subdivisant 2895 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, en 57,900 actions, et convertissant ces 57,900 actions en 57,900 actions privilégiées de \$5 chacune, énumérant les privilèges attachés à telles actions privilégiées et fixant à \$39,475 le montant avec lequel la compagnie exercera dorénavant ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, ce 28 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647 C. E. CANTIN.

Industrial Finance Corporation Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Industrial Finance Corporation Limited", ratifying its By-law No. 1 subdividing 2895 common shares without nominal or par value into 57,900 shares, and converting these 57,900 shares into 57,900 preferred shares of \$5 each, enumerating the privileges attaching to such preferred shares, and fixing at \$39,475 the amount with which the company will henceforth carry on its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 28th day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647-o Acting Deputy Attorney General.

Levis Textile Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite loi, S.R.Q., 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 juin 1951, à la compagnie "Levis Textile Limited", ratifiant son règlement no 5 augmentant son capital autorisé de \$40,000 à \$70,000 par la création de 100 actions communes additionnelles de \$100 chacune et de 200 actions privilégiées additionnelles de \$100 chacune, comportant les mêmes droits, restrictions et privilèges que ceux attachés aux actions privilégiées antérieurement autorisées.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647-o C. E. CANTIN.

Levis Textile Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q., 1941, chap. 276, to the company "Levis Textile Limited", ratifying its By-law No. 5 increasing its authorized capital from \$40,000 to \$70,000 by the creation of 100 additional common shares of \$100 each and 200 additional preferred shares of \$100 each, subject to the same rights, restrictions and privileges as those attaching to the preferred shares heretofore authorized.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647 Acting Deputy Attorney General.

North End Tile Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q., 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 27 juin 1951, à la compagnie "North End Tile Co. Limited", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital de \$35,000 à \$85,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de \$10 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges mentionnés au susdit règlement.

Daté au bureau du Procureur général, ce 27 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647 C. E. CANTIN.

North End Tile Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "North End Tile Co. Limited", ratifying its Special By-law "A" increasing its capital from \$35,000 to \$85,000 by the creation of 5,000 preferred shares of \$10 each, comprising the rights, restrictions and privileges mentioned in the aforesaid by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 27th day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647-o Acting Deputy Attorney General.

Spitfire Fasteners Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes sup-

Spitfire Fasteners Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said

plémentaires en date du 29 juin 1951, à la compagnie "Spitfire Fasteners Inc.", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital de \$40,000 à \$70,000 par la création de 3,000 actions privilégiées additionnelles de \$10 chacune, comprenant les mêmes droits et restrictions que ceux attachés aux actions privilégiées créées par les lettres patentes.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647 C. E. CANTIN.

St. George Woollen Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres supplémentaires en date du 20 juin 1951, à la compagnie "St. George Woollen Mills Limited", ratifiant son règlement N° 4, augmentant son capital de \$299,000 à \$799,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits, restrictions et privilèges énoncés dans un tel règlement.

Daté au bureau du Procureur général, ce 20 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647 C. E. CANTIN.

Superior Brand Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi S.R.Q. 1941, chap. 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 juin 1951, à la compagnie "Superior Brand Limited", ratifiant son règlement "D", augmentant son capital de \$20,000 à \$100,000 par la création de 8,000 nouvelles actions privilégiées de \$100 chacune, comprenant les droits et restrictions mentionnés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 juin 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30647 C. E. CANTIN.

Actions en séparation de biens

Canada, Province de Québec, district de Rimouski, Cour Supérieure, N° 13326. Dame Marie-Louise Charest, épouse commune en bien de Léon Couturier, cultivateur et commerçant de charbon, de la paroisse de St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, Vulgo Amqui, district de Rimouski, demanderesse, vs le dit Léon Couturier, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le 21 juillet 1951.

Rimouski, 25 juillet 1951.
Le Procureur de la demanderesse,
30624-o R. E. ASSELIN, avocat, Rimouski.

Prenez avis que Dame Julia Loïselle, épouse commune en biens d'Édouard Bergevin, des cité et district de Montréal, a formé contre son mari une demande en séparation de biens dans une

Act, R.S.Q. 1941, chap. 276, to the company "Spitfire Fasteners Inc.", ratifying its By-law No. 24 increasing its capital stock from \$40,000 to \$70,000 by the creation of 3,000 additional preferred shares of \$10 each, comprising the same rights and restrictions as those attaching to the preferred shares created by the letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this 29th day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647-o Acting Deputy Attorney General.

St. George Woollen Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, S.R.Q. 1941, chap. 276, to the company "St. George Woollen Mills Limited", ratifying its By-law No. 4 increasing its capital stock from \$299,000 to \$799,000 by the creation of 5,000 preferred shares of \$100 each, comprising the rights, restrictions and privileges set out in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647-o Acting Deputy Attorney General.

Superior Brand Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of June, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Superior Brand Limited", ratifying its By-law "D" increasing its capital stock from \$20,000 to \$100,000, by the creation of 8,000 new preferred shares of \$100 each, comprising the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of June, 1951.

C. E. CANTIN,
30647-o Acting Deputy Attorney General.

Actions for separation as to property

Canada, Province of Quebec, district of Rimouski, Superior Court, No. 13326. Dame Marie-Louise Charest, wife common as to property of Léon Couturier, farmer and coal-merchant, of the parish of St-Benoit Joseph Labre d'Amqui, vulgo Amqui (district of Rimouski, plaintiff, vs the said Léon Couturier, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case, on the 21th July, 1951.

Rimouski, July 25, 1951.
R. E. ASSELIN, advocate, Rimouski,
30624-o Attorney for the plaintiff.

Notice is given that Dame Julia Loïselle, wife common as to property of Édouard Bergevin, of the City and district of Montreal, has instituted an action against her husband, for sepa-

cause N° 302805, Cour Supérieure, Montréal.
 Montréal, le 30 juillet 1951.
 Les Procureurs de la demanderesse,
 30643-o RAYMOND, LANGLOIS & BISSONNET.

ration as to property, case No. 302805, Superior Court, Montreal.
 Montreal, July 30th 1951.
 RAYMOND, LANGLOIS & BISSONNET,
 30643-o Attorneys for the plaintiff.

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
 CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
 EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 797

Number 797

Québec 25 juillet 1951.

Quebec, July 25, 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Section "E"

Part "E"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans la région de Sorel.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the district of Sorel.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts Refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Sorel, rendue obligatoire par le décret numéro 1764 du 2 septembre 1938, amendé par les arrêtés en conseil numéros 2067 du 7 octobre 1938, 4063 du 14 novembre 1940, 146 du 24 janvier 1941, 1249 et 1897 des 27 mai et 30 juillet 1942, 51 et 148 des 13 et 22 janvier 1943, 3169 du 16 août 1944, 3431 et 4154 des 23 août et 10 octobre 1946, 298-A, 1729-B et 1832-A des 13 février, 23 octobre et 12 novembre 1947, 623-C et 1221-A des 15 juin et 2 novembre 1949, 850-E, 973-A et 1094-D des 19 juillet, 30 août et 4 octobre 1950, ont présenté au Ministère du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret, dans sa teneur modifiée;

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the district of Sorel, rendered obligatory by decree No. 1764 of September 2, 1938, amended by orders in council Nos. 2067 of October 7, 1938, 4063 of November 14, 1940, 146 of January 24, 1941, 1249 and 1897 of May 27 and July 30, 1942, 51 and 148 of January 13 and 22, 1943, 3169 of August 16, 1944, 3431 and 4154 of August 28 and October 10, 1946, 298-A, 1729-B and 1832-A of February 13, October 23 and November 12, 1947, 623-C and 1221-A of June 15 and November 2, 1949, 850-E, 973-A and 1094-D of July 19, August 30 and October 4, 1950, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree, as amended;

ATTENDU QUE la dite requête a été publiée dans la Gazette officielle de Québec, édition du 23 juin 1951;

WHEREAS the said request has been published in the Quebec Official Gazette, issue of June 23, 1951;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre son approbation;

WHEREAS no objection has been set forth against its approval;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

QUE le dit décret, numéro 1764, soit modifié comme suit:

THAT the said decree, number 1764, be amended as follows:

1° La cédule des taux minima de salaires apparaissant au paragraphe "a" de l'article III est remplacée par la suivante:

1. The minimum wage scale, as contained in subsection "a" of section III, is replaced by the following:

	Salaires Zones		Trades:	Wages Zones	
	I	II		I	II
Métiers :					
Briqueteur, plâtrier, maçon et finisseur de ciment.....	\$1.50	\$1.40	Bricklayer, plasterer, mason and cement finisher.....	\$1.50	\$1.40
Charpentier-menuisier, y compris poseur de paravents, bois ou métal, châssis, fenêtre, divisions en acier.....	1.25	1.15	Carpenter-joiner, including screen setter, wood or metal window, window-frame and steel partition setter.....	1.25	1.15
Charpentier-menuisier et peintre travaillant pour un manufacturier de portes et châssis.....	1.15	1.05	Carpenter-joiner and painter working for a door and window manufacturer.....	1.15	1.05
Chauffeur de bouilleries.....	1.00	0.90	Boiler fireman.....	1.00	0.90
Chauffeur de camion, général et remorquage.....	1.00	0.80	Truck driver, general transport and towing.....	1.00	0.80
Conducteur d'attelage.....	0.95	0.85	Horse driver.....	0.95	0.85
Conducteur de bélier mécanique ("bulldozer").....	1.25	1.15	Bulldozer operator.....	1.25	1.15

Électricien:		Electrician:	
Entrepreneur (services personnels).....	1.75 1.25	Contractor (personal services)...	1.75 1.25
Compagnon	1.25 1.15	journeyman	1.25 1.15
Électricien (homme de ligne).....	1.15 1.05	Electrician (lineman).....	1.15 1.05
Ferblantier-couvreur.....	1.25 1.15	Tinsmith-roofer.....	1.25 1.15
Forgeron en construction.....	1.20 1.05	Blocksmith (construction).....	1.20 1.05
Gardien (72 heures par semaine)...	0.70 0.60	Watchman (72 hours per week)...	0.70 0.60
Journalier (ouvrier non qualifié)...	0.90 0.80	Labourer (common worker).....	0.90 0.80
Jointoyeur.....	1.30 1.15	Joint pointer.....	1.30 1.15
Mécanicien de machines fixes ou portatives à vapeur.....	1.05 0.95	Stationary or portable steam engine man	1.05 0.95
Opérateur de vibreur de ciment...	1.15 1.15	Cement vibrator operator.....	1.25 1.15
Paysagiste.....	1.00 0.90	Landscape worker.....	1.00 0.90
Peintre et tapissier.....	1.15 1.05	Painter and paper hanger.....	1.15 1.05
Peintre-aspergeur.....	1.25 1.10	Sprayman.....	1.25 1.10
Plombier et mécanicien en tuyauterie: Entrepreneur (services personnels).....	1.75 1.25	Plumber and pipe mechanic: Contractor (personal services)...	1.75 1.25
Compagnon	1.25 1.15	Journeyman.....	1.25 1.15
Jeune compagnon, 1er semestre.....	1.15 1.05	Junior journeyman, 1st six months.....	1.15 1.05
Jeune compagnon, 2ème semestre.....	1.25 1.15	Junior journeyman, 2nd six months.....	1.25 1.15
Porteur d'eau.....	0.75 0.65	Water carrier.....	0.75 0.65
Porteur d'oiseau.....	1.00 0.90	Hod carrier.....	1.00 0.90
Poseur de lattes (bois ou métal)....	1.15 1.05	Lather (wood or metal).....	1.15 1.05
Poseur de linoléum.....	1.15 1.05	Linoleum layer.....	1.15 1.05
Poseur de marbre.....	1.10 0.95	Marble layer.....	1.10 0.95
Poseur de terrazzo.....	1.10 0.95	Terrazzo layer.....	1.10 0.95
Poseur de tuile.....	1.15 1.05	Tile layer.....	1.15 1.05
Poseur d'acier d'armature.....	1.10 1.00	Reinforcing steel erector.....	1.10 1.00
Préposé aux malaxeurs à vapeur...	1.10 1.00	Steam mixer operator.....	1.10 1.00
Préposé aux grues à vapeur.....	1.15 1.05	Steam crane operator.....	1.15 1.05
Préposé aux grues à gazoline ou à l'électricité.....	1.15 1.05	Gasoline or electric crane operator..	1.15 1.05
Sableur de planchers.....	1.25 1.15	Floor polisher.....	1.25 1.15
Soudeur.....	1.25 1.15	Welder.....	1.25 1.15
Travailleuse de fer ornemental:		Ornamental iron worker:	
Monteur.....	1.20 0.90	Erector.....	1.20 0.90
Aide.....	0.95 0.85	Helper.....	0.95 0.85
	<i>par semaine</i>		<i>Per week</i>
Vérificateur de matériaux.....	40.00 35.00	Material checker.....	40.00 35.00
Pointeur.....	40.00 35.00	Time keeper.....	40.00 35.00

2° Au paragraphe "f" de l'article VII, tous les taux de salaires des apprentis de la zone II, déterminés à l'alinéa "ii" sont majorés de \$0.10.

2. In subsection "f" of section VII, all wage rates of apprentices of zone II, determined in paragraph "ii", are increased by \$0.10.

(Document "E" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30657-o

Greffier du Conseil Exécutif.

(Document "E" annexed to the order)

A. MORISSET,

30657-o

Clerk of the Executive Council.

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 802

Québec, le 1 août 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT la régie des loyers, chapitre 20, 14-15 George VI.

ATTENDU QU'à la récente session de la Législature la loi chapitre 20, 14-15 George VI, intitulée "Loi concernant 1 a régie des loyers", a été adoptée à l'unanimité;

ATTENDU QUE l'article 36 de la dite loi décrète que:

"L'esprit et les buts de la présente loi sont de rendre justice à tous les intéressés et d'assurer un régime de loyers équitable pour le public en général, en tenant compte des circonstances, et elle doit, dans son application, recevoir une interprétation large et s'inspirant de ces principes";

ATTENDU QUE l'article 31 de la dite loi édicte

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 802

Quebec, August 1, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the regulation of rentals, chapter 20, 14-15 George VI.

WHEREAS at the recent session of the Legislature the Act chapter 20, 14-15 George VI, intituled "Act respecting the regulation of rentals", was unanimously adopted;

WHEREAS section 36 of the said Act enacts that

"The spirit and the purposes of this act are to do justice to all interested parties and to ensure a rental regime equitable to the public in general, having regard to the circumstances, and in its application it shall be interpreted broadly and in keeping with those principles.";

WHEREAS section 31 of the said act enacts that

que le Lieutenant-gouverneur en conseil peut adopter des règlements pour:

"a) décréter toute disposition supplétive, interprétative ou accessoire ayant trait à l'application de la présente loi;

"d) adopter toute autre mesure qu'il considère susceptible de faciliter l'atteinte des buts visés par la présente loi";

ATTENDU qu'il est conforme à l'esprit et aux buts de la dite loi que les municipalités de Ste-Cécile, La Grande Ile, Nitro Village, Mélocheville et St-Timothée, dans le comté de Beauharnois, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de Salaberry-de-Valleyfield;

ATTENDU qu'il est juste et approprié, dans les circonstances, que la dite loi s'applique aux dites municipalités de Ste-Cécile, la Grande Ile, Nitro village, Mélocheville et St-Timothée, comté de Beauharnois;

ATTENDU qu'il convient que le règlement adopté par le Lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la dite loi, le ou vers le 2 mai 1951, soit modifié en conséquence.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable Premier Ministre:

a) QUE les dites municipalités de Ste-Cécile, La Grande Ile, Nitro village, Mélocheville et St-Timothée, dans le comté de Beauharnois, soient considérées, pour les fins de la dite loi, faire partie de la cité de Salaberry-de-Valleyfield et soumises à l'application de la dite loi;

b) QUE le dit règlement adopté par le Lieutenant-gouverneur en conseil, en vertu de la dite loi, le ou vers le 2 mai 1951, soit modifié en conséquence;

c) QUE le présent règlement soit publié dans la Gazette officielle de Québec et devienne exécutoire à compter de cette publication.

A. MORISSET,

30661-o

Greffier du Conseil Exécutif.

the Lieutenant-Governor in Council may make regulations:

"a) to decree any supplementary, interpretative or accessory provision relating to the application of this act;

"d) to adopt any other measure which he deems calculated to facilitate the attainment of the purposes contemplated by this act."

WHEREAS it is in conformity with the spirit and the purposes of the said act that the municipalities of Ste-Cécile, La Grande Ile, Nitro Village, Mélocheville and St-Timothée, in the county of Beauharnois, be considered, for the purposes of the said Act, as forming part of the City of Salaberry-de-Valleyfield;

WHEREAS it is just and proper, under the circumstances, that the said Act shall apply to the said municipalities of Ste-Cécile, La Grande Ile, Nitro Village, Mélocheville and St-Timothée, county of Beauharnois;

WHEREAS it is expedient that the regulation made by the Lieutenant-Governor in Council, under the said act, on or about the 2nd of May, 1951, be consequently amended;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Prime Minister:

a) THAT the said municipalities of Ste-Cécile, La Grande Ile, Nitro Village, Mélocheville and St-Timothée, in the county of Beauharnois, be considered, for the purposes of the said Act, as forming part of the city of Salaberry-de-Valleyfield and subject to the application of the said Act;

b) THAT the said regulation made by the Lieutenant-Governor in Council, in virtue of the said act, on or about the 2nd of May, 1951, be consequently amended;

c) THAT the present regulation be published in the Quebec Official Gazette and becomes executory as from the said publication.

A. MORISSET,

30661

Clerk of the Executive Council.

Avis divers

MORRIS LUMBER LIMITED

Modification du règlement N° 8

Concernant une augmentation des directeurs de la compagnie de trois à cinq.

Il a été proposé, secondé et unanimement résolu:

Que ce qui suit soit, et il est par les présentes décrété pour remplacer le règlement N° 8 des règlements de la compagnie:

8. Les affaires de la compagnie seront administrées par un Bureau de cinq directeurs, trois desquels formeront un quorum."

Je, T. M. Price, Secrétaire trésorier de la Compagnie "Morris Lumber Limited," certifie par les présentes, que le précédent est une vraie copie du Règlement Numéro 8 tel qu'amendé par le Bureau des directeurs de la compagnie à son assemblée tenue le 12 avril 1951, dans la cité de Montréal, province de Québec, et ratifié et confirmé à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 12 avril 1951 à laquelle les détenteurs de toutes les actions émises de la Compagnie, étaient présents et ont voté unanimement en faveur de la sanction et de la ratification dudit règlement.

Montréal, Québec, le 9 juillet 1951.

(Seau)
30626

Le Secrétaire-trésorier,
T. M. PRICE.

Miscellaneous Notices

MORRIS LUMBER LIMITED

Amendment to By-law Number 8

Concerning an increase in the number of the Company's directors from three to five).

It was moved, seconded and unanimously resolved:

That the following be and is hereby enacted to replace By-law Number 8 of the Company's By-laws:

8. The affairs of the Company shall be managed by a Board of five Directors, three of whom shall form a quorum."

I, T. M. Price, Secretary-Treasurer of Morris Lumber Limited, hereby certify the foregoing to be a true copy of By-law Number 8 as amended by the Board of Directors of the Company at its meeting held on the 12th day of April, 1951, at the City of Montreal, Province of Quebec, and ratified and confirmed at a meeting of the Share-holders of the Company held on the 12th day of April, 1951, at which there were present in person the holders of all the issued shares of the Company who voted unanimously in favour of sanctioning and ratifying the said by-law.

Montreal, Quebec, July 9th, 1951.

(Seal)
30626-o

T. M. PRICE,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Electriciens du District de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 18 juillet 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30625-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "La Caisse Populaire de Les Boules", en date du 10 juin 1951, dont le siège social est situé à Les Boules, comté de Matane, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 28 juin 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
30635-o JEAN BRUCHÉSI.

Avis est donné au public conformément à l'article 8 de la Loi du Régime des eaux courantes que "Canadian International Paper Company" ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, comté de Hochelaga Province de Québec se propose de construire, maintenir et opérer dans le canton de Buade, comté de Roberval un développement hydro-electrique composé d'un barrage de contre-fort en poudre d'acier et un écoulement de béton pour admettre l'eau à la vanne, une vanne en sapin de Douglas et une usine génératrice à Foam Falls où la rivière Foam Falls se verse dans le lac Buade.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans de devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et les terrains qui seront affectés par le refoulement des eaux a été transmises au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de Lac St. Jean Ouest à Roberval.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CANADIAN INTERNATIONAL
PAPER COMPANY
Le Secrétaire,
30638-31-4-0 ROY CAMPBELL.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat de Lait du Poste" en date du 7 juillet 1951 dont le siège social est situé à Saint-Jérôme, comté de Lac St-Jean, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 27 juillet 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30637-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Électriciens du District de Hull" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on July 18, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hull, judicial district of Hull.

JEAN BRUCHÉSI,
30625 Under Secretary of the Province.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "La Caisse Populaire de Les Boules", under date the tenth day of June, 1951, whereof the head office is at Les Poules, county of Matane, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-eight day of June, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30635 Under Secretary of the Province.

Public notice is hereby given, in accordance with Section 8 of the Water Course Act, that the Canadian International Paper Company, having its head office and principal place of business in the City of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, intends to construct, maintain and operate in the townships of Buade, County of Roberval, a hydro-electric development to consist of a concrete and steel beam water intake and buttress type dam, a penstock of B.C. Fir and a power house at Foam Falls where the Foam Falls river flows into Lake Buade.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Lake St. John West at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CANADIAN INTERNATIONAL
PAPER COMPANY
ROY CAMPBELL,
30638-31-4-0 Secretary.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat de Lait du Poste", under date the seventh day of July, 1951, whereof the head office is at Saint-Jérôme, county of Lake St. John, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of July, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30637 Under Secretary of the Province.

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Maclaren-Québec Power Company", de la ville de Buckingham, dans le comté de Papineau, se propose de faire: construire des barrages à la sortie du lac Kiamika pour l'emmagasinement, en toute saison, des eaux de la rivière Kiamika, un affluent de la rivière du Lièvre, dans les Cantons de Boyer et Rochon, Comté de Labelle, Province de Québec, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et le terrain qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de le comté de Labelle, à Mont-Laurier, Québec.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

MACLAREN-QUEBEC POWER COMPANY,
Assistant-Secrétaire,
J. W. THOMSON.
30636-o

Public notice is hereby given in accordance with Section 60 of the Water-Course Act, that Maclaren-Quebec Power Company, of the Town of Buckingham, in the County of Papineau, intends to execute the following work: to construct a systems of dams at the outlet of Kiamika Lake to form a reservoir of Lake Kiamika to store at all seasons the waters of the Kiamika River, a tributary of the Lievre River, in the Townships of Boyer and Rochon, County Labelle, Province of Quebec, with the object of conserving them so as to regulate their flow and thus to improve the latter steam and to ensure a uniform supply to water works systems and to mills and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of the County of Labelle, at Mont-Laurier, Québec.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

MACLAREN-QUEBEC POWER COMPANY,
J. W. THOMSON,
Assistant Secretary.
30636-o

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi de Régime des eaux courantes que "Canadian International Paper Company ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, comté de Hochelaga Province de Québec se propose de faire faire un barrage construit en bois sur la rivière Foam Falls à la découlement du lac Ventadour, canton de Buade, comté de Roberval, pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de la rivière Foam Falls dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation à un développement hydro-electrique et la constance des forces hydrauliques.

Avis est donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de lac St.Jean Ouets à Roberval.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

CANADIAN INTERNATIONAL
PAPER COMPANY,
Le Secrétaire,
ROY CAMPBELL.
30639-o

Public notice is hereby given in accordance with Section 60 of the Water Course Act, that the Canadian International Paper Company, having its head office and principal place of business in the City of Montreal, County of Hochelaga, Province of Quebec, intends to execute the following work: construct a rock filled timber crib dam at the outlet of Lake Ventadour, Township of Buade, County of Roberval, to store at all seasons the waters of the Foam Falls River with the objet of conserving them so as to regulate their flow and thus to ensure a uniform supply to a hydro-electric power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications showing the site and the nature of the work, and the lands which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that a duplicate of such plans and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Lake St. John West at Roberval.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Coucil on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

CANADIAN INTERNATIONAL
PAPER COMPANY
ROY CAMPBELL,
Secretary.
30639-o

SLAX INC.

SLAX INC.

(Concernant une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie ci-haut nommée, de quatre à cinq).

(Concerning an increasing in the number of directors of the above-named Company from four to five).

"Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de cinq directeurs, chacun desquels au moment de son élection, et pendant la durée de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie, "au moins une action et n'aura pas d'arré-

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of Five Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in

rages relativement à tout appel sur icelle”.

Je certifie par les présences, que le précédent est une vraie et authentique copie du règlement Numéro 3A, tel qu'amendé de la compagnie "Slax Inc.", (nouveau) et approuvé unanimement par tous les actionnaires à une assemblée spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue au bureau de la compagnie dans la cité de Montréal, le 20 septembre 1949.

30641 Le Secrétaire,
A. RABINOVITCH.

SLAX INC.

(Concernant une augmentation du nombre des directeurs de la compagnie ci-haut nommée de cinq à six)

“Les affaires de la compagnie seront dirigées par un bureau de six directeurs, chacune desquels au moment de son élection, et pendant la durée de sa fonction sera un actionnaire de la compagnie, d'au moins une action et n'aura pas d'arrérages relativement à tout appel sur icelle.”

Je certifie par les présentes, que le précédent est une vraie et authentique copie du règlement Numéro 3A, tel qu'amendé, de la compagnie "Slax Inc.", (nouveau) et approuvé unanimement par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue au bureau de la compagnie dans la cité de Montréal, le 10 janvier 1951.

30642 Le Secrétaire,
A. RABINOVITCH.

Loi du régime des eaux courantes Statuts Refondus, 1941, chapitre 98

Avis de la demande du dépôt des plan et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux courantes, que "Normetal Mining Corporation, Limited", ayant une place d'affaires à Normetal, dans le comté d'Abitibi ouest, se propose de faire faire un barrage pour l'emmagasinement en toute saison des eaux du lac Domène, dans le canton Perron, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et les terrains, qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des ressources hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement d'Abitibi, à Amos.

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le Requérant,
NORMETAL MINING CORPORATION, LIMITED
Par le Procureur,
FRÉDÉRIC HÉBERT.

30650-o

arrears in respect of any call thereon.”

I hereby certify the foregoing to be a True and Authentic copy of By-Law Number 3A as amended of "Slax Inc.", (new) and approved unanimously by all of the Shareholders at a Special General Meeting of Shareholders of the said Company held at the office of the Company in the City of Montreal on September 20, 1949.

30641-o A. RABINOVITCH,
Secretary.

SLAX INC.

(Concerning an increasing in the number of directors of the above-named Company from five to six)

“The affairs of the Company shall be managed by a Board of Sixth Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the term of his office shall be a shareholder in the Company, to the amount of at least one share and not in arrears in respect of any call thereon.”

I hereby certify the foregoing to be a True and authentic copy of By-Law Number 3A amended of "Slax Inc.", (new) and approved unanimously by all of the shareholders at a Special General Meeting of Shareholders of the said Company held at the office of the Company in the City of Montreal on January 10, 1951.

30642-o A. RABINOVITCH,
Secretary.

Water-Course Act, Revised Statutes, 1941, Chapter 98

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Water-Course Act, that "Normetal Mining Corporation, Limited," having a place of business at Normetal, in the county of Abitibi west, intends to construct a dam, to store at all seasons the waters of lake Domene, in the Township of Perron, with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to water-works systems, and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work, and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of Abitibi, at Amos.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

NORMETAL MINING CORPORATION, LIMITED,
Petitioner,
Per: FRÉDÉRIC HÉBERT,
Attorney.

30650-o

Chartes — Abandon de

VINMOR FACTORS INC.

Avis est par ces présentes donné que "Vinmor

Charters — Surrender of

VINMOR FACTORS INC.

Notice is hereby given under the Quebec Com-

Factors Inc." a l'intention de faire application au Procureur Général de la Province de Québec pour l'abandon de sa charte.

Montréal, 17 avril 1951.

30627-o

Le Secrétaire-trésorier,
A. ROTHER.

panies' Act and amendments that "Vinmor Factors Inc." intends to apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, April 17th, 1951.

30627-o

A. ROTHER,
Secretary-Treasurer.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Irish & Maulson, Quebec, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 avril 1927.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Irish & Maulson, Quebec, Limited", incorporated by letters patent dated the 2nd day of April, 1927.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "M.G.M. Fashions Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 juin 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "M.G.M. Fashions Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of June, 1948.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Michael Fink Textiles Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Michael Fink Textiles Inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1948.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Montreal Polo and Country Club, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 11 juillet 1930.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Montreal Polo and Country Club, Limited", incorporated by letters patent dated the 11th day of July, 1930.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
Acting Deputy Attorney General.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Robert Gordon Company Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 février 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q., 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Sanito Co.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 13 décembre 1928.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "S. Dergel Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 10 octobre 1946.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général le 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646-o C. E. CANTIN.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 26, chapitre 276, S.R.Q. 1941, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Slitkin and Slotkin Chez Madame Henri Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 4 août 1945.

Avis est de plus donné qu'à compter du 30 juillet 1951, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, ce 31 juillet 1951.

L'Assistant-procureur général suppléant,
30646 C. E. CANTIN.

Avis est donné par les présents que "Atlas Slide Fastener Corp." demandera la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 31 juillet, 1951.

ATLAS SLIDE FASTENER CORP.,
Par le Secrétaire,
30651-o HYMAN HERSCOVITCH.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Robert Gordon Company Ltd.", incorporated by letters patent dated the 21st day of February, 1946.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
30646-o Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Sanito Co.", incorporated by letters patent dated the 13th day of December, 1928.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
30646-o Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "S. Dergel Inc.", incorporated by letters patent dated the tenth day of October, 1946.

Notice is also hereby given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
30646 Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Revised Statutes of Quebec, chapter 276, section 26, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Slitkin and Slotkin chez Madame Henri Ltd.", incorporated by letters patent dated the 4th day of August, 1945.

Notice is also given that from and after the thirtieth day of July, 1951, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, the 31st day of July, 1951.

C. E. CANTIN,
30646-o Acting Deputy Attorney General.

Notice is hereby given that "Atlas Slide Fastener Corp." will apply for leave to surrender its Charter at a date to be fixed.

Montreal, July 31st, 1951.

ATLAS SLIDE FASTENER CORP.,
per HYMAN HERSCOVITCH
30651-o Secretary.

**Compagnie autorisée à faire
des affaires**

**Company Licensed to do
Business**

Avis est donné que la compagnie "Dennison Company" a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec.

Notice is hereby given that "Dennison Company" has been licensed to carry on business in the Province of Québec.

Les pouvoirs conférés à ladite compagnie par sa charte seront limités à ceux accordés aux corporations de même nature créées en vertu des Lois de la province de Québec, et sujets aux mêmes formalités telles que prescrites par les Lois existantes de cette Province.

The powers conferred upon the said Company by its charter shall be limited to those granted to corporations of like nature created in virtue of the laws of the Province of Québec, and the Company shall be subject to the name formalities as are prescribed by the existing laws of this Province.

L'Agent principal de la compagnie dans la Province, aux fins de recevoir les assignations dans toute poursuite ou procédure intentée contre elle, est M. John F. Grady de la cité de Drummondville.

The chief agent of the Company in this Province for the purpose of receiving service in any suit or proceeding taken against it, is Mr. John F. Grady of the City of Drummondville.

Le bureau principal de la corporation pour la province de Québec est à 271 rue Saint-Georges, dans ladite ville de Drummondville, dans le district judiciaire d'Arthabaska.

The principal office of the Corporation for the Province of Québec is at 271 Saint Georges Street, in the said City of Drummondville, on the judicial District of Arthabaska.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 26 juillet 1951.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30634 JEAN BRUCHÉSI.

30634-o Under-Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Département de l'Instruction publique

Department of Education

No 803-51.

No. 803-51.

Québec, le 27 juillet 1951.

Quebec, July 27, 1951.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Beauport-Est, dans le comté de Québec, en celui de Villeneuve, dans le même comté.

Application is made to change the name of the school municipality of Beauport-East, in the county of Québec, into that of Villeneuve, in the same county.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
30659-31-2-o O. J. DÉSAULNIERS.

30659-31-2 O. J. DÉSAULNIERS,
Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Flore—Division d'enregistrement des Trois-Rivières.

Official cadastre of the Parish of Ste. Flore — Registration Division of Three-Rivers.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 54-7 et les lots 54-8 à 54-14 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that part of lot 54-7 and lots 54-8 to 54-14 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Quebec, July the 24th, 1951.

Québec, le 24 juillet 1951.
30649-o

30649-o
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

NOTICE OF LEVY

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que le Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, établi en exécution du décret numéro 622 du 20 juin 1951, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 757 du 19 juillet 1951, section "B", à prélever des cotisations des employeurs profes-

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos, formed under decree number 622 of June 20, 1951, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 757 of July 19, 1951, part "B", to levy assessments upon the professional employers, the employees and the

sionnels, des salariés et des artisans assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après décrits:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec* au 30 juin 1952; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% du salaire établi dans le décret pour le compagnon le moins rémunéré, soit \$30.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 622 doivent verser au comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leur rémunération.

2. Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au comité paritaire le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et des sommes payables au comité paritaire par ses salariés. Le comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport, chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement, par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le comité paritaire.

3. Rapport financier

D'accord avec la Loi de la convention collective, le comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire du Commerce de Détail d'Asbestos, pour la période comprise entre le 30 juin 1951 et le 30 juin 1952.

LE COMITÉ PARITAIRE DU COMMERCE DE DÉTAIL
D'ASBESTOS

Siège social: Asbestos, Qué.

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 30 juin 1951 et le 30 juin 1952.

artisans governed by the said decree, according to the method and rate hereafter described:

1. Assessments

The period of levy extends from the date of publication of this by-law in the *Quebec Official Gazette*, to June 30, 1952;

a) The professional employers governed by the said decree, number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their payroll in respect of all employees governed by the said decree.

b) The artisans governed by the said decree, number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of the lowest wages established in the decree for journeymen which is \$30.00 per week.

c) The employees governed by the said decree number 622, shall pay to the Parity Committee an amount equivalent to $\frac{1}{2}$ of 1% of their remuneration.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all particulars required by the said Parity Committee shall be given. The professional employer shall complete his report, sign and forward it to the Parity Committee every month.

The professional employer shall collect, at the end of each week, in the name of the Committee, the assessments of his employees by means of a deduction on the latter's wages.

The professional employer shall forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the date of expiration of the period for which it is required; the said report shall be sent with the assessments of the professional employer and of his employees. The Committee has the right to exact sworn reports when deemed advisable.

The assessment laid by the present by-law are payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without notice.

Should a professional employer or an artisan refuse to pay or to give the necessary information, he shall be notified to do so within five (5) days.

3. Financial report

Pursuant to the Collective Agreement Act, the Committee shall submit to the Minister of Labour a quarterly report of its financial operations, on the following dates: March 31, June 30, September 30 and December 31.

Hereto annexed is an estimate of the receipts and disbursements of the Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos for the period between June 30, 1951 and June 30, 1952.

THE JOINT COMMITTEE OF THE RETAIL TRADE
OF ASBESTOS

Office: Asbestos, Quebec.

Estimate of the receipts and disbursements for the period between June 30, 1951 and June 30, 1952.

Recette:

Cotisations (½ de 1%):

Employeurs professionnels	\$ 635.00
Salariés	635.00
Artisans	400.00
	<hr/>
	\$1,670.00

Déboursés:

Secrétariat (salaires)	840.00
Administration	85.00
Frais légaux	60.00
Papeterie, impressions, timbres, téléphone et télégrammes	90.00
Vérification des livres	40.00
Assurances	5.00
Jetons de présence aux membres du comité	360.00
Dépenses diverses et imprévues	50.00
	<hr/>
	\$1,530.00
Surplus prévu	140.00
	<hr/>
	\$1,670.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
 Ministère du Travail,
 Québec, le 4 août 1951. 30658-o

Receipts:

Assessments (½ of 1%):

Professional employers	\$ 635.00
Employees	635.00
Artisans	400.00
	<hr/>
	\$1,670.00

Disbursements:

Salaries: Secretary's office	\$ 840.00
Administration	85.00
Legal fees	60.00
Stationery, printing, postage, telephone and telegrams	90.00
Audition	40.00
Insurance	5.00
Meeting expenses	360.00
Various and unforeseen expenses	50.00
	<hr/>
	\$1,530.00
Probable surplus	140.00
	<hr/>
	\$1,670.00

GÉRARD TREMBLAY,
 Deputy Minister of Labour.
 Department of Labour,
 Québec, August 4, 1951. 30658-o

**Département du Trésor:
 Assurances:**

**Department Treasury
 Insurance**

**AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT
 D'ENREGISTREMENT**

**NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE
 OF REGISTRATION**

Avis est donné par les présentes que "Traders General Insurance Company", enregistrée sous le numéro 515, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 500 qui l'autorise, à compter du 19 juillet 1951, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement — agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, explosion limitée ou inhérente, fuite d'eau, grêle limitée, ouragan, température, tremblement de terre; Automobile; Biens mobiliers; Garantie; Transport intérieur.

Notice is hereby given that "Traders General Insurance Company", registered under number 515, has obtained the license and certificate of registration number 500 authorizing it, as from the 19th of July 1951, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire and supplementary thereto — civil commotion, earthquake, falling, aircraft impact by vehicles, limited hail, limited or inherent explosion, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Automobile; Guarantee; Inland transportation; Personal property.

Le siège social de la compagnie est situé à Toronto, province d'Ontario, Canada.

The head office of the company is situate at Toronto, Province of Ontario, Canada.

La compagnie a nommé M. Charles Donald Matheson, 276 rue St-Jacques Ouest, Montréal, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Charles Donald Matheson, 276 St. James Street West, Montreal, its attorney in the Province.

Donné son bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 27 juillet 1951.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 27th of July 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

30644-31-2-o Surintendant des assurances.

30644-31-2-o Superintendent of Insurance,

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Avis est donné par les présentes que les permis et certificat d'enregistrement numéro 4112 de la "Rhode Island Insurance Company" dont le siège social est à Philadelphie, État de Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, expirés le 30 juin 1951, n'ont pas été renouvelés et par conséquent l'enregistrement de ladite compagnie est annulé en conformité des dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances, à compter du 1er juillet 1951.

Notice is hereby given that the license and certificate of registry number 4112 of the "Rhode Island Insurance Company", whose head office is situate in Philadelphia, State of Pennsylvania, United States of America, expired on the 30th of June 1951, have not been renewed and that consequently, the registration of the said company is cancelled in accordance with the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act, as from the 1st of July 1951.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 31 juillet 1951.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 31st of July 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,

30648-31-2-o Surintendant des assurances.

30648-31-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que "National General Insurance Company", dont le siège social est à Winnipeg, Province du Manitoba, Canada, a produit au Service des assurances une déclaration assermentée, signée par son gérant-général et son secrétaire-trésorier, à l'effet qu'elle n'avait au 30 juin 1951 aucune obligation dans la province de Québec;

Attendu qu'en date du 1er juillet 1951, la compagnie n'a pas renouvelé son permis et certificat d'enregistrement numéro 4231;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "National General Insurance Company" est annulé à compter du 1er juillet 1951, conformément aux dispositions de l'article 123 de la Loi des assurances de Québec.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 30 juillet 1951.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,
 30648-31-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas "National General Insurance Company", whose head office is situate in Winnipeg, Province of Manitoba, Canada, has filed with the Insurance Branch a sworn declaration signed by its general manager and secretary-treasurer to the effect that it had, as of the 30th of June, 1951, no outstanding obligations in the province of Quebec;

Whereas the company did not renew its license and certificate of registration number 4231 on the 1st of July 1951;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "National General Insurance Company" is cancelled as from the 1st of July, 1951, in accordance with the provisions of section 123 of the Quebec Insurance Act.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 30th of July 1951.

For the Treasurer of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
 30648-31-2-o Superintendent of Insurance.

Voirie

AVIS

Les parties de chemins ci-après désignées cesseront à l'avenir d'être entretenues par le ministère de la Voirie. Ayant été remplacées par de nouvelles sections redressées et améliorées, elles sont devenues inutiles pour la circulation.

Route N° 2 — Edmundston — Rivière-du-Loup — Québec — Montréal — frontière d'Ontario.

Dans la municipalité de la ville de Lauzon, comté de Lévis:

Une section de 1,000 pieds, au sud de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 46, 47 et P.48.

Route N° 23 — Lévis-Armstrong.

Dans la municipalité de la paroisse de St-Maxime, comté de Dorchester:

Une section de 865 pieds, à l'est de la nouvelle route, sur ou vis-à-vis les lots Nos 741 et 742.

Québec, le 26 juillet 1951.

Le Ministre de la Voirie,
ANTONIO TALBOT.
 30633-o

Roads

NOTICE

The sections of roads hereinafter described shall cease for the future to be maintained by the Department of Roads. Having been replaced by new straightened and improved sections, they have become useless for traffic.

Highway No. 2 — Edmundston — Rivière-du-Loup — Quebec — Montreal — Ontario border.

In the municipality of the town of Lauzon, county of Lévis:

A section of 1,000 feet, south of the new highway, on or facing lots Nos. 46, 47 and Pt. 48.

Highway No. 23 — Levis-Armstrong.

In the municipality of the parish of St-Maxime, county of Dorchester:

A section of 865 feet, east of the new highway, on or facing lots Nos. 741 and 742.

Quebec, July 26, 1951.

ANTONIO TALBOT,
 Minister of Roads.
 30633

Liquidation avis de:

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des membres du syndicat coopératif à responsabilité limitée "Coopérative Ste-Catherine de Sienna", tenue le 19 novembre 1950, dans la banlieue des Trois-Rivières, une résolution a été adoptée à l'effet que les affaires de ladite société soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, MM. Harry Johnston, Albert Savoie et Raoul St-Hilaire ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 11 juillet 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.
 30628-o

Winding up Notices:

Notice is hereby given that at a special general meeting of the members of the cooperative syndicate of limited liability "Coopérative Ste-Catherine de Sienna", held on the 19th day of November, 1950, in the suburbs of Trois-Rivières, a resolution was passed to the effect that the affairs of the association be voluntarily wound up, and that it be dissolved, pursuant to the provision of the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-up Act, and that, for such purpose, Messrs. Harry Johnston, Albert Savoie and Raoul St-Hilaire were appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of July, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
 Under Secretary of the Province.
 30628

Avis est donné qu'à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Eastman's Limited", tenue le 16 février 1950, une résolution a été passée par lesdits actionnaires à l'effet que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que, à ces fins, M. Albert Raymond a été nommé liquidateur.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 25 juillet 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
30632-o JEAN BRUCHÉSI.

No tice is given that at a special general meeting of the shareholders of the company "Eastman's Limited", held on the 16th day of February, 1950, a resolution was passed by the said shareholders to the effect that the said company be voluntarily wound up and that it be dissolved, pursuant to the provisions of the Winding Up Act, and that for such purposes, Mr. Albert Raymond was appointed liquidator.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of July, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
30632 Under Secretary of the Province.

Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, de nommer par lettres patentes sous le grand sceau de la province, au nom de Sa Majesté, la personne dont le nom suit, savoir:

Québec, 28 juin 1951.

M. Jean Goyette, de Granby, bâtonnier du Barreau de Bedford, et membre du Barreau de la province: conseil en loi du Roi.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 30 mai 1951.

MM. André Bélanger, sergent de la police municipale de Montréal, 8149 rue de Gaspé, Jean-André Pilon, chef du secrétariat de l'Association de la Croix de Lorraine, 7429 rue Berri, Camille Labelle, employé de la cité 1467 rue Jeanne d'Arc, J. E. Paisley, secrétaire-trésorier de The Gazette, 4944, avenue Earncliffe, N.D.G., Georges Vinet, commis, 5116a rue Casgrain, tous cinq de la cité de Montréal, Parker O. Gamble, surintendant à la firme Steel Company of Canada Ltd., 111a rue Dion, Ville St-Laurent: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; Michel Motar, C.A., 71 St-Pierre, Paul-André Fournier, secrétaire de la Fédération des Commissions scolaires du Québec, 105 avenue Murray, tous deux de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec: H. W. Hollinger, courtier en assurances, 1449 rue St-Alexandre, Montréal: juge de paix avec juridiction sur les district judiciaires de Montréal, et de Hull; Léo-P. Gignac, rentier, de Rock Island: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Charles Morin, 140 rue St-Paul, St-Jean: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Iberville; Joseph-Rodolphe Lemieux, surintendant et chef des recherches criminelles, et René Jean Bélec, inspecteur, tous deux de la division C de la Gendarmerie Royale du Canada, à Montréal: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; André Pelletier, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, 239 rue St-François, Jonquière: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Chicoutimi; Rosaire Tousignant, comptable, de St-Henri de Mascouche, comté de L'Assomption: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, et J.-Reiland Boulanger, 13 rue Drouillette, Matane: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Rimouski: Les juges de

Appointments

His Honours the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, to appoint by letters patent under the Great Seal of the Province, in the name of His Majesty, the person whose name follows, to wit:

Québec, June 28, 1951.

Mr. Jean Goyette, of Granby, Batonnier of the Bar of Bedford and member of the Bar of the Province: King's Counsel.

His Honours the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Québec, May 30, 1951.

Messrs. André Bélanger, sergeant of the Municipal Police of Montreal, 8149 de Gaspé street, Jean André Pilon, chief of the secretarial department of "L'Association de la Croix de Lorraine", 7429 Berri street, Camille Labelle, employee of the city, 1467 Jeanne d'Arc street, J. E. Paisley, secretary-treasurer of The Gazette, 4944 Earncliffe Avenue, N.D.G., Georges Vinet, clerk, 5116a Casgrain street, all five of the city of Montreal, Parker O. Gamble, superintendent of the Steel Company of Canada Ltd., 111a Dion street, Ville St-Laurent: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; Michel Motard, C.A., 71 St-Peter street, Paul André Fournier, secretary of the "Fédération des Commissions scolaires du Québec", 105 Murray avenue, both of Quebec to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; H. W. Hollinger, insurance broker, 1449, St-Alexandre street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Montreal and Hull; Léo P. Gignac, annuitant, of Rock Island; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis, Charles Morin, 140 St-Paul street, St. Johns: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Iberville; Joseph Rodolphe Lemieux, superintendent and chief of criminal investigation and René Jean Bélec, inspector, both of "C" Division of the Royal Canadian Mounted Police, at Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; André Pelletier, investigator for the Old Age Pensions Commission, 239 St. François street, Jonquière: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Chicoutimi; Rosaire Tousignant, accountant, of St-Henri de Mascouche, county of L'Assomption, to be a Justice of the Peace with juris-

paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 7 juin 1951.

MM. Louis-Ernest Métivier, outilleur aux Chemins de Fer Nationaux 7390 rue Christophe Colomb, Gustave L'Heureux commis au bureau des pensions de vieillesse, 3670 rue St-Hubert, tous deux de Montréal, Gérard Bonhomme, agent d'assurances, 5621 avenue Bannantyne, Verdun: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Thomas Deschênes, de Rivière Ouelle: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska:—Les juges de paix nommés dans le présent paragraphes le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

MM. l'abbé Donat Sévigny aumônier au Sanatorium Ross de Gaspé, et David Beaulieu, M.D., D.P.H., administrateur et directeur médical de la même institution: juges de paix aux fins de recevoir le serment seulement, avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 20 juin 1951.

M. Paul Denoncourt greffier de la Cour de magistrat, de La Sarre: juge de paix, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi, telle juridiction, cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception des plaintes, à l'émission des subpoenas et de mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions, à l'ajournement des causes à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne juridiction à deux juges de paix.

Québec, 19 juillet 1951.

M. Georges Godard, de Labelle, greffier de la Cour de Magistrat du district électoral de Labelle à Labelle: juge de paix conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle, telle juridiction cependant, devant être restreinte à la réception des serments, à la réception de plaintes à l'émission des subpoenas et des mandats de dépôts, ainsi qu'à la présidence aux comparutions à l'ajournement des causes, à l'audition des demandes de mise en liberté provisoire, à la fixation et à la réception des cautionnements, soit seul lorsque la loi le permet, soit de concert avec un autre juge de paix lorsque la loi donne la juridiction à deux juges de paix.

30656-o

diction over the judicial district of Joliette, and J. Roland Boulanger, 13 Drouillette street, Matane: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Rimouski: The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 7, 1951.

Messrs. Louis Ernest Métivier, toolmaker for the National Railways, 7390 Christophe Colomb street, Gustave L'Heureux, clerk in the Old Age Pensions office, 3670 St-Hubert street, both of Montreal, Gérard Bonhomme, insurance agent, 5621 Bannantyne avenue, Verdun; to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Thomas Deschênes, of Rivière Ouelle: to be a justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska:—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

The Rev. abbé Donat Sévigny, chaplain at the Ross Sanatorium of Gaspé, and David Beaulieu, M.D., D.P.H. administrator and medical director of the same institution: to be Justices of the Peace for the purpose of administering the oath only, with jurisdiction over the judicial district of Gaspé, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, June 20, 1951.

Mr. Paul Denoncourt, clerk of the Magistrate's Court, of La Sarre: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Abitibi, such jurisdiction however, to be restricted to the administering of oaths, the receiving of complaints, the issue of subpoenas and warrants of custody, as well as the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of pleas for provisional release, the fixing and receiving of bail, either alone, when the law permits it, or with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

Quebec, July 19, 1951.

Mr. Georges Godard, of Labelle, Clerk of the Magistrate's Court for the electoral district of Labelle, at Labelle: to be a Justice of the Peace, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 15), with jurisdiction over the judicial district of Labelle, such jurisdiction, however, to be restricted to the administering of oaths, the hearing of complaints, the issue of subpoenas or warrants of custody, and the presiding at appearances, the adjournment of cases, the hearing of pleas of provisional release, and the fixing and receiving of bail, either alone when the law permits it or with another Justice of the Peace when the law gives jurisdiction to two Justices of the Peace.

30656

Ordre de Cour

Rule of Court

Canada, Province de Québec, District de Saint-Hyacinthe. Cour Supérieure, N° 6980. René Fortin, tisserand, des cité et district de Saint-Hyacinthe, demandeur, vs La Relève, corps politique légalement constitué, de la Loi des syndicats coopératifs de Québec (S.R.Q. 1941, chap. 290), ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Saint-Hyacinthe, défenderesse, et Léo Paul Turcotte, agent d'affaires, des cité et district de Saint-Hyacinthe, opposant.

Canada, Province of Quebec, District of Saint-Hyacinthe. Superior Court, No. 6980. René Fortin, weaver, of the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, vs La Relève, a politic body legally constituted by an act respecting cooperative syndicates (Q.R.S. 1941, chap. 290), having his business board in the city and district of St-Hyacinthe, defendant, and Léo Paul Turcotte, business agent, of the city and district of St-Hyacinthe, opponent.

Le dix-neuvième jour de juillet de l'année 1951.

The nineteenth day of July in the year 1951.

Sur l'ordre de l'honorable juge Théodule Rhéaume, donné ce jour, vu l'allégation de l'insolvabilité de La Relève, corps politique légalement constitué et ayant sa place d'affaires dans les cité et district de Saint-Hyacinthe, défenderesse, les créanciers de ladite défenderesse qui n'auraient pas encore produit leurs réclamations, sont maintenant appelés à les produire en cette cause au bureau du Protonotaire de la Cour supérieure pour ce district, au Palais de Justice, en les cité et district de Saint-Hyacinthe, dans les quinze jours de la date de la première insertion du présent avis dans la Gazette officielle de Québec, conformément aux articles 673 et 674 du Code de procédure civile.

By order of Honourable Judge Théodule Rhéaume, given this day, considering the allegation of insolvency of La Relève, a politic body legally constituted and having his business board in the city and district of Saint-Hyacinthe, plaintiff, the creditors of the said plaintiff who have not yet produced their claims are now called up to produce them in this case at the office of the Prothonotary of the Superior Court for this district, at the Court House, in the city and district of St-Hyacinthe, during the fifteen days from the date of the first insertion of the present notice in the Quebec Official Gazette, according to the articles 673 and 674 of the Code of Civil Procedure.

LIONEL LEBLANC, P.C.S.

LIONEL LEBLANC, P.S.C.

District de Saint-Hyacinthe. 30640-31-2-0

District of Saint-Hyacinthe. 30640-31-2-0

Proclamations

Proclamations

Canada, Province de Québec. [L.S.] GASPARD FAUTEUX

Canada, Province of Quebec. [L.S.] GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'elles pourront concerner,

GEORGE VI by the Grace of God of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these presents shall come or whom the same may concern,

SALUT.

GREETINGS.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général, L. DÉSILETS. ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité des propriétaires de biens-fonds situés dans un territoire non organisé, demandant que le territoire qu'ils habitent soient érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Roquemaure", dans le comté d'Abitibi;

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of land situate in a territory not yet organized, requesting that the territory inhabited by them be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Roquemaure", in the municipal county of Abitibi;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal à cet effet ont été remplies, et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi pour former une municipalité;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled, and the said territory meets the requirements exacted by law to form a municipality;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 28 juin 1951, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an order dated the 28th day of June, 1951, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

Un territoire situé partie dans le canton de Roquemaure et partie dans le canton de Hébecourt, comprenant tous les lots ou parties de lots

A territory situate partly in the Township of Roquemaure and partly in the Township of Hébecourt, comprising all the lots or parts of lots and

et leurs subdivisions présentes et futures, ainsi que les chemins, rivières, lacs, cours d'eau et les îles qui s'y trouvent ou partie d'iceux, le tout renfermé dans les limites suivantes, à savoir: partant du point d'intersection de la ligne séparative des rangs IX et X du canton d'Hébécourt avec la ligne interprovinciale Québec-Ontario; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres; la dite ligne interprovinciale en allant vers le nord jusqu'à un point dans le lac Abitibi situé à une distance de 120 chaînes au nord du lot 1 du rang VI du canton de Roquemaure; une ligne imaginaire dans le lac Abitibi passant à mi-distance entre la rive sud du dit lac et l'île Nepawa et continuant au milieu du dit lac jusqu'à une autre ligne imaginaire originaire à l'extrémité nord de la ligne séparative des lots 46 et 47 du rang VI du canton de Roquemaure et ayant la direction astronomique N. 25°00'0; cette deuxième ligne imaginaire dans la direction astronomique S. 25° E.; de là, en référence au cadastre officiel pour le canton de Roquemaure, les lignes séparatives des lots 46 et 47 de chacun des rangs VI, V et IV; vers l'est, la ligne séparative des rangs III et IV; la ligne est du lot 55 de chacun des rangs III, II et I; vers l'ouest, la ligne séparative des cantons d'Hébécourt et de Roquemaure; dans le canton d'Hébécourt, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, la ligne est du lot 53 du rang X et la ligne séparative des rangs IX et X en allant vers l'ouest jusqu'au point de départ; lequel territoire sera érigé en municipalité distincte, sous le nom de "municipalité de Roquemaure", dans le comté municipal d'Abitibi, telle érection devant prendre effet à compter du 1er janvier suivant la publication de ladite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos Fœux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre Très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C.P., LL.D., D. D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-huitième jour de juin en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
JEAN BRUCHÉSI.

30655-o

Canada,
Province de
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, Défenseur de la foi. A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS. } ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi du cadastre (Statuts refon-

their present and future subdivisions, and the roads, rivers, lakes, watercourses and islands there situate, or parts of same, the whole enclosed within the following boundaries, to wit: Starting from the point of intersection of the division line of ranges IX and X of the Township Hébécourt with the interprovincial Québec-Ontario line; thence, passing by the following lines and demarcations successively: the said interprovincial line running towards the north as far as a point in Lake Abitibi situate at a distance of 120 chains north of lot 1 of range VI of the Township Roquemaure; an imaginary line in Lake Abitibi passing half-way between the south shore of the said lake and the Nepawa Island and continuing into the middle of the said lake up to another imaginary line originating at the northern extremity of the division line of lots 46 and 47 of range VI of the Township Roquemaure and having the astronomical bearing N. 25°00'W.; This second imaginary line in an astronomical direction S. 25° E.; thence, with reference to the official cadastre for the Township Roquemaure, the division lines of lots 46 and 47 of each of ranges VI, V and IV; towards the east, the division line of ranges III and IV; the east line of lot 55 of each of ranges III, II and I; towards the west, the division line of the townships Hébécourt and Roquemaure; in the township of Hébécourt, with reference to the official cadastre for the said township, the east line of lot 53 of range X and the division line of ranges IX and X running westward to the starting point; the said territory to be erected into a separate municipality, under the name of "Municipality of Roquemaure", in the municipal county of Abitibi, such erection to become effective as from the first of January following the publication of the said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of Articles 35 and following of the Municipal Code.

ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Québec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our said Province of Québec.

At Our Government House, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this twenty-eighth day of June, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30655

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

GASPARD FAUTEUX

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith. To all to whom these present shall come or whom the same may concern,

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS, Deputy Attorney General. } WHEREAS, under the provisions of the Cadastre Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 320), the

du 1941, chapitre 320), l'honorable Ministre des terres et forêts de Notre province de Québec a fait préparer, sous sa direction, un plan et un livre de renvoi pour chacune des localités désignées ci-dessous et comprises dans l'une des divisions d'enregistrement suivantes:

- A) *Division d'enregistrement d'Abitibi:*
 - a) le canton Ducros
 - b) le canton Bartouille
- B) *Division d'enregistrement de Chicoutimi:*
Partie du canton de Otis, comprenant une partie des Rangs III à VIII.
- C) *Division d'enregistrement de La Tuque:*
 - a) Partie du canton de Lavallée, comprenant les lots 1 à 135 et les Blocs B, C et D.
 - b) Partie du canton de Dessane, comprenant les lots 1 à 71, 72 (Chemin de Fer), 1 à 3 du bloc A et le bloc C.
- D) *Division d'enregistrement de Matane:*
Partie du Canton de Cherbourg, comprenant une partie des rangs VII, VIII et IX, avec leurs subdivisions respectives.
- E) *Division d'enregistrement de Saguenay:*
 - a) Partie du canton de Moisie, comprenant les lots A à G, avec leurs subdivisions respectives, et les Blocs A à J.
 - b) Partie du canton de Goynish, comprenant les villages de Aguanus et Ile à Michon, les îles 1 à 80 du golfe St-Laurent et les îles à 25 de la rivière Aguanus.
- F) *Division d'enregistrement de Témiscamingue:*
 - a) Partie de la ville de Noranda, canton de Rouyn, comprenant les lots 1634 à 1638.
 - b) Partie du canton de Dufay, comprenant une partie des Rangs I à V et VII à X, avec leurs subdivisions respectives.
 - c) Partie de la ville de Noranda, canton de Rouyn, comprenant les lots 1639 à 1819.
 - d) Partie de la ville de Noranda, canton de Rouyn, comprenant les lots 1739A, 1704A, 1803A, 1805A, à 1819A, 1920 à 2003.

ATTENDU que tous ces plans et livres de renvoi font maintenant partie des archives du département des terres et forêts et qu'une copie exacte en a été déposée au bureau de la division d'enregistrement concernée;

ATTENDU qu'en vertu des dispositions de l'article 2169 du Code civil, il y a maintenant lieu d'annoncer, par une proclamation du Lieutenant-gouverneur en conseil, le dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels et de fixer en même temps la date où les dispositions de l'article 2168 du Code civil viendront en vigueur pour chacune des localités désignées ci-dessus;

A CES CAUSES, de l'avis et du consentement de Notre Conseil exécutif, exprimés dans un décret en date du 12 juillet 1951, portant le numéro 719.

Nous donnons avis du dépôt de ces plans et livres de renvoi officiels pour chacune des localités ci-dessus désignées et Nous fixons à la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le jour auquel les dispositions de l'article 2168 du Code civil deviendront en vigueur relativement à chacune de ces localités;

Nous invitons toute personne intéressée, à peine de perdre la priorité conférée par le Code civil, à renouveler, dans les deux ans qui suivent la date fixée ci-dessus, l'enregistrement de tous droits réels sur un lot de terre compris dans chacune de ces localités, et dans leur divisions d'enregistrement respectives.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Honourable the Minister of Lands and Forests of Our Province of Québec has caused to be prepared, under his superintendance, a plan and book of reference for each of the localities described below and comprised within one of the following Registration Divisions:

- A) *Registration Division of Abitibi:*
 - a) The Township Ducros
 - b) The Township Bartouille
- B) *Registration Division of Chicoutimi:*
Part of the Township of Otis, comprising a part of Ranges III to VIII.
- C) *Registration Division of La Tuque:*
 - a) Part of the township of Lavallée, comprising lots 1 to 135 and Blocks B, C, and D.
 - b) Part of the Township Dessane, comprising lots 1 to 71, 72 (Railway), 1 to 3 of Block A and Block C.
- D) *Registration Division of Matane:*
Part of the Township of Cherbourg, comprising part of ranges VII, VIII and IX, with their respective subdivisions.
- E) *Registration Division of Saguenay:*
 - a) Part of the Township of Moisie, comprising lots A to G, with their respective subdivisions, and Blocks A to J.
 - b) Part of the Township of Goynish, comprising the villages of Aguanus and Ile à Michon, the islands 1 to 80 of the Gulf of St. Lawrence and the islands 1 to 25 of the Aguanus river.
- F) *Registration Division of Témiscamingue:*
 - a) Part of the Town of Noranda, Township of Rouyn, comprising lots 1634 to 1638.
 - b) Part of the Township Dufay, comprising a part of Ranges I to V and VII to X, with their respective subdivisions.
 - c) Part of the Town of Noranda, township of Rouyn, comprising lots 1639 to 1819.
 - d) Part of the Town of Noranda, township of Rouyn, comprising lots 1739A, 1740A, 1803A, 1805A to 1819A, 1920 to 2003.

WHEREAS all the said plans and books of reference now remain of record in the Department of Lands and Forests and that an exact copy has been filed in the office of the Registration Division concerned;

WHEREAS under the provisions of Article 2169 of the Civil Code, it is now expedient to declare, by a proclamation from the Lieutenant-Governor in Council, the deposit of the said official plans and books of reference and to fix, at the same time, the date upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code will come into force for each of the localities above designated;

THEREFORE, with the advice and consent of Our Executive Council, expressed in an order dated the 12th day of July 1951, bearing No. 719.

We give notice of the deposit of the said official plans and books of reference for each of the above mentioned localities and We fix the date of the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the day upon which the provisions of Article 2168 of the Civil Code will come into force respecting each of the said localities;

We invite all interested parties, on pain of forfeiture of the priority conferred by the Civil Code, to renew, within the two years following the date fixed as aforesaid, the registration of any real rights on a lot of land comprised, in each of the said localities, and in their respective Registration Division.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these present may concern are, hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec:

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable GASPARD FAUTEUX, C. P., LL.D., D. D.S., L.D.S., Lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce douzième jour de juillet en l'année mil neuf cent cinquante et un de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quinzisième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI.

30655-o

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable GASPARD FAUTEUX, P.C., LL.D., D.D.S., L.D.S., Lieutenant-Governor of Our province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twelfth day of July in the year of Our Lord nineteen hundred and fifty-one and the fifteenth year of Our Reign.

By command,

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

30655

Sièges sociaux

KENAIRWAYS, LIMITED

Avis est donné que la compagnie "Kenairways, Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 6 juin 1951 en vertu des lois du Dominion du Canada, et ayant son siège social en la cité de Montréal, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, dans la dite cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11 juin 1951.

Le Vice-président,
C. SCHMELZLE.

30629

Avis est par les présentes, donné que la compagnie "Coronet Television Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 21 juin 1951, en vertu de la Loi des compagnies de Québec, a établi son bureau principal à 1411 rue Stanley, Montréal, Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le siège social de la compagnie.

Daté à Montréal, Qué. ce 5 juillet 1951.

Le Secrétaire,
K. BAKTIS.

30630

R. BISSONNETTE LTÉE

Avis est donné que la compagnie "R. Bissonnette Ltée", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 7 novembre 1950, et ayant le principal siège de ses affaires à Lachine, province de Québec, a établi son bureau au numéro 1151 de la rue Notre-Dame, à Lachine.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 27 juillet 1951.

[Sceau]

Le Secrétaire-trésorier,
Mme JEANNE L. BISSONNETTE.

30631-o

Head Offices

KENAIRWAYS, LIMITED

Notice is hereby given that "Kenairways, Limited" incorporated under the Laws of the Dominion of Canada, by Letters Patent, dated June 6, 1951, and having its head office in the City of Montreal, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said City of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 11th day of June 1951.

C. SCHMELZLE,
Vice President.

30629-o

Notice is hereby given that "Coronet Television Corporation" incorporated by Letters Patent under the Quebec Companies' Act, dated June 21st 1951, has established its Head Office at 1411 Stanley Street, Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, Que. this 5th day of July 1951.

K. BAKTIS,
Secretary.

30630-o

R. BISSONNETTE LTÉE

Notice is hereby given that "R. Bissonnette Ltée", company incorporated by letters patent on the 7th day of November, 1950, and having its chief place of business in Lachine, Province of Quebec, has established its office at 1151 Notre-Dame Street, Lachine.

From and after the day of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, July 27, 1951.

[Seal]

Mme JEANNE L. BISSONNETTE,
Secretary-Treasurer.

30631-o

Vente — Loi de faillite

Dans l'affaire de la faillite de: Alphonse Dionne, marchand, St-Zéphirin de Courval, Cté. Yamaska, Qué. Cour Supérieure du District d'Arthabaska, No. 82-F.

Sale — Bankruptcy Act

In the matter of the bankruptcy of: Alphonse Dionne, merchant, St-Zéphirin de Courval, Co. of Yamaska, Que. Superior Court of the District of Arthabaska, No. 82-F.

Avis est par les présentes donné que MARDI, le VINGT-HUIT AOÛT prochain 1951, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'Église Paroissiale de St-Zéphirin, de Courval, comté d'Yamaska, sera vendu à l'enchère publique l'immeuble suivant:

Un terrain contenant soixante pieds de largeur sur cent cinquante pieds de profondeur, plus au moins, étant une partie du lot de terre décrit au Cadastre Officiel de la paroisse de St-Zéphirin de Courval sous le numéro autre cent cinquante-deux, (Ptie. no. 452, St-Zéphirin), borné en front au chemin public du Rang St-Pierre, au Sud-Ouest d'icelui en profondeur au terrain de Bernard Courchesne, du côté Sud-Est à l'emplacement de Mlle Françoise Cloutier et au Nord-Ouest à celui d'Émile Lemire, avec maison et autres bâtisses dessus érigées.

Cette vente est faite en conformité à l'article 55 de la loi de 1949 sur la faillite et aura l'effet du décret.

Condition de la vente: argent comptant.
Pour plus de renseignements s'adresser au sous-signé.

Drummondville, Qué., 18 juillet 1951.
Le Syndic,
O. PÉPIN,
30602-30-2-o 45, chemin du Golf.

Notice is hereby given that on TUESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of AUGUST 1951, at TEN o'clock in the forenoon, at the Parochial Church Door of St-Zéphirin de Courval, Co. of Yamaska, Qué., will be sold at public auction the following immovable:

A lot of land containing sixty feet in width by one hundred and fifty feet in depth, more or less, being known and designated on the official cadastre for the Parish of St-Zéphirin de Courval as being part of lot number four hundred and fifty-two (Pt. no. 452, St-Zéphirin), bounded in front by the public road of Range St-Peter, to the South-West in rear by the property of Bernard Courchesne, to the South-East by the property of Miss Françoise Cloutier, and to the North-West by the property of Émile Lemire. With the house and other buildings thereon erected.

Said sale is thus made pursuant to article 55 of the Bankruptcy Act of 1949 and to have the effect of a Sheriff's sale.

Conditions of Sale: Cash.
For further informations, apply to the undersigned.

Drummondville, Que., 18 July, 1951.
O. PÉPIN,
Trustee.
30602-30-2-o 45, chemin du Golf St.,

Province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure (En matière de Faillite, N° 421. in re: Charles Lagacé, journalier, de Saint-Paul l'Ermite, district de Joliette. Débiteur.

Avis est par les présentes donné que jeudi, le SIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1951, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Paul l'Ermite, district de Joliette, district de Joliette, sera vendu, par encan, public, au plus haut et dernier enchérisseur, l'immeuble suivant cédé par le débiteur en cette faillite, savoir:

"Un emplacement ayant front sur la rue Notre-Dame, dans St-Paul l'Ermite, district de Joliette, mesurant soixante pieds de largeur par cent pieds de profondeur, plus ou moins, formant partie du lot numéro cent quarante et un (N° 141) aux plan et livre de renvoi officiels de St-Paul l'Ermite, borné en front par la rue Notre-Dame, et des trois autres côté par la propriété de Louis Létourneau ou représentants, le surplus dudit lot appartenant à Horace Pépin ou représentants, et une rue projetée, avec les bâtisses et dépendances sus érigées et portant le numéro civique 489, de la dite rue Notre-Dame."

Conditions de la vente: Il sera exigé de tout offrant ou enchérisseur une somme représentant 15% de son offre ou enchère.

Cette vente faite d'après les articles 55 et suivants de la Loi de Faillite équivalent à une vente faite par le Shérif.
30 juillet 1951.

Le Syndic-autorisé,
PAUL JOLICOEUR.
223 Gaspard Sud.
30654-31-2-o

Province of Quebec, District of Joliette, Superior Court (Sitting in Bankruptcy) No. 421, in re: Charles Lagacé, laborer, of Saint-Paul l'Ermite, district of Joliette, Debtor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SIXTH day of SEPTEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, at the parochial church door of Saint-Paul l'Ermite, district of Joliette, there will be sold, by public auction, to the highest and last bidder, the following immovable ceded by the Debtor in this insolvency, to wit:

An emplacement fronting on Notre-Dame street, in St-Paul l'Ermite, district of Joliette, measuring sixty feet in width by one hundred feet in depth, more or less, forming part of lot number one hundred and forty-one (No. 141) on the official plan and in the book of reference of St-Paul l'Ermite, bounded in front by Notre-Dame street, and on the other three sides by the property of Louis Létourneau or representatives, the surplus of said lot belonging to Horace Pépin or representatives, and a projected street, with the buildings and dependencies thereon erected, bearing civic number 489 of said Notre-Dame street.

Conditions of sale: There will be exacted from each and every bidder an amount representing 15% of this offer or bid.

The said sale made under sections 55 and following of the Bankruptcy Act has the effect of a Sheriff's sale.
July 30, 1951.

PAUL JOLICOEUR,
Authorized Trustees,
223 Gaspard South
30654-31-2

VENTES PAR SHÉRIF

BONAVENTURE

Canada, Province de Québec, Cour Supérieure.
District de Bonaventure
New Carlisle. } WILLIAM DELAROSBIL,
N° 5496. } cultivateur, de Paspébiac,
Wcomté et district de Bonaventure,
Province de Québec, demandeur, vs OVIDE

SHERIFFS' SALES

BONAVENTURE

Canada, Province of Quebec Superior Court.
District of Bonaventure
New Carlisle. } WILLIAM DELAROSBIL,
No. 5496. } farmer, of Paspébiac, coun-
Wty and district of Bonaventure,
Province of Quebec, plaintiff, vs OVIDE DE'

DERAICHE, pêcheur, de Paspébiac, comté et district de Bonaventure, Province de Québec. Défendeur.

Un morceau de terrain situé dans la deuxième rang est de Paspébiac, canton de Cox, étant partie des lots douze cent soixante-trois et douze cent soixante-quatre (1263 et 1264) du dit canton, mesurant cent pieds de large par deux cent vingt-cinq pieds de profondeur (100' x 225') et borné comme suit: en front par le chemin public du deuxième rang, en arrière, et à l'est par William Delarosbil, à l'ouest par Théodule Loisel, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Paspébiac, comté et district de Bonaventure, le 6ième jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante et un. (6 septembre 1951) à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, F. J. LeGRESLEY.
New Carlisle, 31 juillet 1951. 30652-31-2-o
[Première insertion: 4 août 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province de Québec — Cour Supérieure
District de Joliette, } ALDÉRIC LAUREN-
N° 9080. } DEAU, médecin, du

village de Saint-Gabriel-de-Brandon, district de Joliette, demandeur, contre EPHREM ALLARD, de la paroisse de Saint-Didace, dit district, défendeur, et ledit EPHREM ALLARD, demandeur reconventionnel, contre ledit ALDÉRIC LAURENDEAU, défendeur reconventionnel, et ALMA DESJARDINS, veuve de Ephrem Allard, en son vivant cultivateur, de la paroisse de Saint-Didace, dit district, défenderesse en reprise d'instance et demanderesse reconventionnelle.

Comme appartenant à la défenderesse en reprise d'instance et demanderesse reconventionnelle, les immeubles ci-après mentionnés et décrits, savoir:

1. Une terre située en la paroisse de St-Didace, dans la première concession de Califournie, connue et désignée sous le numéro cinq cent quatre vingt quatorze (594) aux plan et livre de renvoi officiels de ladite paroisse.

2. Une autre terre située en la même paroisse, même concession, connue et désignée comme faisant partie du numéro cinq cent quatre vingt treize (593) aux plan et livre de renvoi officiels pour ladite paroisse; bornée en front par le chemin de la concession, en profondeur par la rivière Maskinongé, d'un côté par celle de Joseph Brannonier ou représentants. Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

3. Une terre sise et située en ladite paroisse de St-Didace, dans la première concession Califournie, étant le numéro cinq cent quatre vingt seize (596) du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Didace, de la contenance de deux arpents de large sur trente arpents, plus ou moins de profondeur, bornée d'une côté par Elzéar Marciel et de l'autre par Louis Allard, avec les bâtisses dessus construites.

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Didace, district de Joliette, le CINQ SEPTEMBRE 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.
Joliette, le 25 juillet 1951. 30645-31-2-o
[Première insertion: 4 août 1951]

RAICHE, fisherman, of Paspébiac, county and district of Bonaventure, Province of Québec. Defendant.

A parcel of land situate in the second range east of Paspébiac, township of Cox, being part of lots twelve hundred and sixty-three and twelve hundred and sixty-four (1263 and 1264), of the said township, measuring one hundred feet in width by two hundred and twenty five feet in depth (100' x 225') and bounded as follows: in front by the public road of the second range, in rear and on the east by William Delarosbil, to the west by Théodule Loisel, with buildings thereon erected circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Paspébiac, county and district of Bonaventure, the SIXTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-one (6th of September, 1951) and TEN o'clock in the forenoon.

F. J. LeGRESLEY,
Sheriff's Office, Sheriff.
New Carlisle, July 31st, 1951. 30652-31-2-o
[First insertion: August 4, 1951]

JOLIETTE

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Province of Québec — Superior Court
District of Joliette, } ALDÉRIC LAURAN-
No. 9080. } DEAU, physician, of

the village of Saint-Gabriel-de-Brandon, district of Joliette, plaintiff; against EPHREM ALLARD, of the parish of Saint-Didace, said district, defendant; and the said EPHREM ALLARD, cross plaintiff; against the said ALDÉRIC LAURENDEAU, cross defendant, and ALMA DESJARDINS, widow of Ephrem Allard, in his lifetime a farmer, of the parish of Saint-Didace, said district, defendant in continuance of suit and cross plaintiff.

As belonging to the defendant in continuance of suit and cross plaintiff, the immovables herein-after mentioned and described, to wit:

1. A farm situate in the parish of St-Didace, in the first "Califournie" concession, known and designated as lot number five hundred and ninety-four (594) on the official plan and in the book of reference for the said parish.

2. Another farm situate in the same parish, same concession, known and designated as forming part of number five hundred and ninety-three (593) on the official plan and in the book of reference for the said parish; bounded in front by the concession road, in depth by the Maskinongé river, on one side by the land of Joseph Brannonier or representatives. The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

3. A farm lying and situate in the said parish of St-Didace, in the first "Califournie" concession, being number five hundred and ninety-six (596) of the official cadastre for the said parish of St-Didace, measuring two arpents in width by thirty arpents, more or less, in depth, bounded on one side by Elzéar Marciel and on the other by Louis Allard — with buildings thereon erected.

To be sold at the parish church door of Saint-Didace, district of Joliette, on the FIFTH day of SEPTEMBER, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff.
Joliette, July 25, 1951. 30645-31-2
[First insertion: August 4, 1951]

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
C. S. District de Montréal

Montréal à savoir: { **ALCIDE PILLENIÈRE**
N° 299610 } demandeur vs **ELZÉAR**
QUENNEVILLE, défendeur.

“Les lots numéros trois cent quarante-quatre et trois cent quarante-cinq de la subdivision officielle du lot numéro soixante-dix-neuf (79-344 et 345) des plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse du Sault au Récollet, avec maison et bâtisse au N° 10652 rue Rome, Montréal-Nord.”

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le SIX SEPTEMBRE 1951, à DIX heures du matin.

Bureau du Shérif, **CAISSE & HURTEAU**,
Montréal, 30 juillet 1951. 30653-31-2-o
[Première insertion: 4 août 1951]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: { **ALCIDE PILLENIÈRE**,
No. 299610 } plaintiff; vs **ELZÉAR**
QUENNEVILLE, defendant.

Lots numbers three hundred and forty-four and three hundred and forty-five of the official subdivision of lot number seventy-nine (79-344 and 345) on the official cadastral plan and in the book of reference for the parish of Sault au Récollet—with house and building at No. 10652 Rome street, Montreal-North.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the SIXTH day of SEPTEMBER, 1951, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **CAISSE & HURTEAU**,
Montreal, July 30, 1951. 30653-31-2
[First insertion: August 4, 1951]

Arrêté en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 797

Québec, 25 juillet 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section “D”

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux Mineurs de Red Mill.

ATTENDU que conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux Mineurs de Red Mill, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 165 du 12 février 1948, amendé par les arrêtés numéro 206-D du 24 février 1949 et numéro 290-A du 22 mars 1951;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1951;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

“QUE ledit décret, numéro 165, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:
“II. *Taux horaires et classifications*: Les salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des classifications suivantes:

<i>Classifications:</i>	<i>Taux horaires</i>
Meunier.....	\$0.92
Contremaître à l'intérieur.....	0.89
Chef d'équipe dans la mine.....	0.86
Chauffeur de fourneaux et tous ceux qui travaillent à l'intérieur de l'établissement.....	0.84
Ouvrier travaillant dans la mine.....	0.78

En plus des salaires mentionnés ci-dessus, qui doivent être effectifs du premier mai, il est accordé à chaque salarié un boni de vie chère de \$1.10

Order in Council

**ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER**

Number 797

Quebec, July 25, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part “D”

CONCERNING amendments to the decree relating to the mine workers of Red Mill.

WHEREAS pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the mine workers of Red Mill have submitted to the Minister of Labour a request to amend decree No. 165 of February 12, 1948, amended by orders in council No. 206-D, of February 24, 1949, and No. 290-A, of March 22, 1951;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of June 23, 1951;

WHEREAS no objections has been set forth against the approval of the amendments suggested;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree No. 165, be amended as follows

1. Section II is replaced by the following:
“II. *Rates and classifications*: The following minimum rates shall be paid to the employees of the following classifications:

<i>Classifications:</i>	<i>Hourly rates</i>
Millman.....	\$0.92
Furnace Foreman.....	0.89
Mine Foreman.....	0.86
Furnace man and other employees working inside the plant.....	0.84
Mine worker.....	0.78

In excess of the above wages, to be effective from May 1, every employee shall be given a cost of living bonus of \$1.10 per point per month for

par point par mois, pour neuf (9) points, qui comprend l'augmentation du coût de la vie, depuis le mois de novembre 1950 au 1er mars 1951, c'est-à-dire \$9.90 par mois qui doit être payé aussi à partir du 1er mai 1951. Ce même boni de \$1.10 par point, par mois, doit être continué par la suite, mais ajusté tous les trois mois, c'est-à-dire qu'au 1er août 1951, l'augmentation du 1er mars au 1er juin 1951 doit être ajoutée au boni déjà payé et ainsi de suite jusqu'au maximum de 190 points. Si l'indice du coût de la vie dépasse 190 points, des nouvelles négociations devront être faites. Pour la même raison, si l'indice du coût de la vie au Canada, baisse, le montant du boni diminuera en conséquence jusqu'à ce que l'indice tombe à 170.7, c'est-à-dire au niveau de novembre 1950.

Lorsqu'un salarié change d'emploi, soit qu'il travaille dans l'établissement ou dans la mine, il doit être payé suivant les taux mentionnés ci-dessus pour le nombre d'heures qu'il fait dans chaque catégorie de travail."

2° L'article V est remplacé par le suivant:

"V. *Vacances payées*: a) Les salariés assujettis au présent décret, ayant au moins un an de service pour le compte de leur employeur ont droit chaque année à des vacances payées sur la base suivante:

Années de service	Période de vacances
1 an à 5 ans.	1 semaine
5 ans à 25 ans.	2 semaines
25 ans et plus.	3 semaines

Au cas où le salarié quitte son travail ou est congédié par l'employeur avant ou après la date des vacances payées qui est le 15 juillet de chaque année, il a droit à autant de demi-journées, de journées complètes ou de journées et demie par mois, suivant la période des vacances auxquelles il a droit au paragraphe précédent.

En plus des vacances payées mentionnées ci-dessus, les salariés doivent être payés pour les fêtes chômées suivantes: Le Premier de l'Âh, la Saint-Jean-Baptiste, la Toussaint et le Jour de Noël.

Pour avoir droit aux fêtes chômées payées précédentes, il faut que le salarié n'ait pas quitté son travail ou qu'il n'ait pas été suspendu ou congédié par l'employeur plus longtemps qu'une semaine avant le jour férié ou qu'il revienne au travail le lendemain de la fête."

3° L'article VI est remplacé par le suivant:

"VI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 6 novembre 1952, sauf pour les dispositions de l'article II.

Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 6 novembre de l'année 1952 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail."

(Document "D" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

30657-o

Greffier du Conseil Exécutif.

nine points, which represents the increase in the cost of living from November 1950 to March 1, 1951, i.e. \$9.90 per month which shall also be paid from May 1, 1951. Such bonus of \$1.10 per point per month shall be continued thereafter but adjusted every three months, meaning that on August 1, 1951, the increase from March 1 to June 1, 1951, shall be added to the bonus already paid and so forth up to the maximum of 190 points. Should the cost of living index exceed 190 points, there shall be further negotiations. For the same reason, should the cost of living index for Canada decrease, the amount of the bonus shall be reduced proportionately until the index comes down to 170.7, which is the level of November 1950.

When an employee is transferred from one classification to another, whether in the plant or in the mine, he shall be paid according to the rates mentioned above for the number of hours worked at each job."

2. Section V is replaced by the following:

"V. *Vacation with pay*: a) The employees governed by the present decree who have at least one year of service for their employer are entitled, each year, to a vacation with pay as follows:

Years of service	Vacation period
1 to 5 years.	1 week
5 to 25 years.	2 weeks
25 years or more.	3 weeks

Should the employee give up his employment or be dismissed by the employer before or after the date of vacation with pay, which is July 15 of each year, he shall be entitled to as many half days, days or days and a half of vacation per month, according to the vacation period to which he is entitled under the provisions of the preceding paragraph.

Furthermore, the employees are entitled to the following holidays with pay: New Year's Day, St. Jean Baptist Day, All Saints Day and Christmas Day.

To be entitled to these holidays with pay, the employee must not have been absent from work or must not have been suspended or dismissed by the employer longer than a week before the holiday, or must be back to work the day following the holiday."

3. Section VI is replaced by the following:

"VI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until November 6, 1952, except as mentioned in section II.

It then renews itself automatically from year to year unless either contracting party notified the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the sixty to the thirty day before November 6 of the year 1952 or of any subsequent year. Such a notice shall also be forwarded to the Minister of Labour."

(Document "D" annexed to the order)

A. MORISSET,

30657-o

Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 31

Index of the Quebec Official Gazette, No. 31

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Charest vs Couturier.	2134
Loiselle vs Bergevin.	2134

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Charest vs Couturier.	2134
Loiselle vs Bergevin.	2134

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

797, section "D" — Mineurs de Red Mill.....	2155
797, section "E" — Industrie de la construction dans la région de Sorel..	2135
802 — Concernant la régie des loyers..	2136

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

2117 NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2117
------------------------------------	------

RÉCEPTION DES ANNONCES:

2117 RECEIPT OF ADVERTISING COPIES:	2117
-------------------------------------	------

AVIS DIVERS:

Association des Électriciens du District de Hull (Formation).....	2138
Canadian International Paper Company (Barrage).....	2138
Canadian International Paper Company (Barrage).....	2139
La Caisse Populaire de Les Boules (Fondation).....	2138
Maclaren-Quebec Power Company (Barrages).....	2139
Morris Lumber Limited (Directeurs).....	2137
Normetal Mining Corporation, Limited (Barrage).....	2140
Slax Inc. (Directeurs).....	2139
Slax Inc. (Directeurs).....	2140
Syndicat de Lait du Poste (Fondation)	2138

ORDERS IN COUNCIL:

797, part "D" — Mine workers of Red Mill.....	2155
797, part "E" — Construction industry in the district of Sorel.....	2135
802 — Concerning the regulation of rentals.....	2136

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Électriciens du District de Hull (Formation).....	2138
Canadian International Paper Company (Dam).....	2138
Canadian International Paper Company (Dam).....	2139
La Caisse Populaire de Les Boules (Foundation).....	2138
Maclaren-Quebec Power Company (Dams).....	2139
Morris Lumber Limited (Directors).....	2137
Normetal Mining Corporation, Limited (Dam).....	2140
Slax Inc. (Directors).....	2139
Slax Inc. (Directors).....	2140
Syndicat de Lait du Poste (Foundation)	2138

CHARTES — ABANDON DE:

Atlas Slide Fastener Corp.....	2142
Irish & Maulson, Quebec, Limited....	2141
M. G. M. Fashions Ltd.....	2141
Michael Fink Textiles Inc.....	2141
Montreal Polo and Country Club, Limited.....	2141
Robert Gordon Company Ltd.....	2142
Sanito Co.....	2142
S. Dergel Inc.....	2142
Slitkin and Slotkin Chez Madame Henri Ltd.....	2142
Vinmor Factors Inc.....	2140

CHARTERS — SURRENDER OF:

Atlas Slide Fastener Corp.....	2142
Irish & Maulson, Quebec, Limited....	2141
M. G. M. Fashions Ltd.....	2141
Michael Fink Textiles Inc.....	2141
Montreal Polo and Country Club, Limited.....	2141
Robert Gordon Company Ltd.....	2142
Sanito Co.....	2142
S. Dergel Inc.....	2142
Slitkin and Slotkin Chez Madame Henri Ltd.....	2142
Vinmor Factors Inc.....	2140

COMPAGNIE AUTORISÉE A FAIRE DES AFFAIRES:

Dennison Company.....	2143
-----------------------	------

COMPANY LICENSED TO DO BUSINESS:

Dennison Company.....	2143
-----------------------	------

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

DEPARTMENTAL NOTICES:

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:	
Beauport-Est.....	2143

EDUCATION:

School Municipality of:	
Beauport-East.....	2143

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:	
Ste-Flore, paroisse de.....	2143

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:	
Ste-Flore, parish of.....	2143

TRAVAIL:

Comité paritaire du commerce de détail d'Asbestos (Prélèvement).....	2143
--	------

LABOUR:

Joint Committee of the Retail Trade of Asbestos (Levy).....	2143
---	------

TRÉSOR:

Assurances:	
National General Insurance Company	2146
Rhode Island Insurance Company....	2145
Traders General Insurance Company..	2145

TREASURY:

Insurance:	
National General Insurance Company.	2146
Rhode Island Insurance Company....	2145
Traders General Insurance Company..	2145

VOIRIE:

Fermeture de chemins.....	2146
---------------------------	------

ROADS:

Roads closed.....	2146
-------------------	------

LETTRES PATENTES:

Aylmer Insurance Agency Ltd. Ltée.	2118
Belle Construction Ltée — Belle Construction Ltd.	2119
Columbus Textile Co. Ltd.	2119
Cordia Ltd.	2119
Coronet Television Corporation.	2129
Desrochers & Wodon Ltée	2120
Forestville Automobiles Inc.	2120
Gelber David Realty Corporation.	2120
Hardy & Rinfret Ltée.	2121
James A. Wright & Sons Limited.	2121
J.-W. Ouellet Ltée	2121
Kirby Co. of Quebec Ltd.	2122
La Compagnie Électrique de l'Île-aux-Coudres	2122
La Maison Française, Inc.	2122
Laporte & Lamouche Ltée.	2123
La Revue Radio-Télévision Inc.	2123
Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.	2124
Leader Products Company Limited	2124
Le Centre Récréatif de Ste-Claire.	2124
Les Alliés de la Baie, Inc.	2125
Metalco Limitée — Metalco Limited.	2125
Noral Trading Corporation.	2126
Nouvelles Modes Inc.	2126
Olivier Holding Inc.	2126
Paul Heller Fuel Ltd.	2127
Princeville Pulpe Ltée.	2127
Rodgers-Short Inc.	2127
Simard Express Limitée	2128
St. Denis Construction Ltée — St. Denis Construction Ltd.	2128
Steel Structure & Services Ltd.	2128
Xavier Gauthier Limitée.	2129

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Cash Register Importers Ltd.	2129
Champlain Milk Products Company Limited.	2130
Fred F. Esler, Limited.	2130
Grand Slipper Inc.	2130
Industrial Finance Corporation Limited Knight Armature Manufacturing Incorporée.	2133
Les Magasins Maisonneuve Limitée.	2131
Levis Textile Limited	2133
Musarra Fabrics Ltd.	2131
Mysto Inc.	2131
North End Tile Co. Limited	2133
Seeley Systems (Quebec) Limited	2131
Spitfire Fasteners Inc.	2133
St. George Woollen Mills Limited.	2134
Superior Brand Limited	2134
Sylvia Fair Inc.	2132
The Crystal Palace Theatre Limited.	2132
Thomson-Gingras Lumber Co. Limited.	2132
Union Products Inc.	2132

LIQUIDATION, AVIS DE:

Coopérative Ste-Catherine de Sienna	2146
Eastman's Limited.	2147

NOMINATIONS:

Diverses.	2147
-------------------	------

ORDRE DE COUR:

Fortin vs La Relève.	2149
------------------------------	------

LETTERS PATENT:

Aylmer Insurance Agency Ltd. Ltée.	2118
Belle Construction Ltée — Belle Construction Ltd.	2119
Columbus Textile Co. Ltd.	2119
Cordia Ltd.	2119
Coronet Television Corporation.	2129
Desrochers & Wodon Ltée	2120
Forestville Automobiles Inc.	2120
Gelber David Realty Corporation.	2120
Hardy & Rinfret Ltée.	2121
James A. Wright & Sons Limited.	2121
J.-W. Ouellet Ltée	2121
Kirby Co. of Quebec Ltd.	2122
La Compagnie Électrique de l'Île-aux-Coudres	2122
La Maison Française, Inc.	2122
Laporte & Lamouche Ltée.	2123
La Revue Radio-Télévision Inc.	2123
Laurentian Mining & Extraction Co. Ltd.	2124
Leader Products Company Limited	2124
Le Centre Récréatif de Ste-Claire.	2124
Les Alliés de la Baie, Inc.	2125
Metalco Limitée — Metalco Limited	2125
Noral Trading Corporation.	2126
Nouvelles Modes Inc.	2126
Olivier Holding Inc.	2126
Paul Heller Fuel Ltd.	2127
Princeville Pulpe Ltée.	2127
Rodgers-Short Inc.	2127
Simard Express Limitée	2128
St. Denis Construction Ltée — St. Denis Construction Ltd.	2128
Steel Structure & Services Ltd.	2128
Xavier Gauthier Limitée.	2129

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Cash Register Importers Ltd.	2129
Champlain Milk Products Company Limited.	2130
Fred F. Esler, Limited.	2130
Grand Slipper Inc.	2130
Industrial Finance Corporation Limited Knight Armature Manufacturing Incorporée.	2133
Les Magasins Maisonneuve Limitée.	2131
Levis Textile Limited	2133
Musarra Fabrics Ltd.	2131
Mysto Inc.	2131
North End Tile Co. Limited	2133
Seeley Systems (Quebec) Limited	2131
Spitfire Fasteners Inc.	2133
St. George Woollen Mills Limited.	2134
Superior Brand Limited	2134
Sylvia Fair Inc.	2132
The Crystal Palace Theatre Limited.	2132
Thomson-Gingras Lumber Co. Limited.	2132
Union Products Inc.	2132

WINDING UP NOTICES:

Coopérative Ste-Catherine de Sienna	2146
Eastman's Limited.	2147

APPOINTMENTS:

Miscellaneous	2147
-------------------------	------

RULE OF COURT:

Fortin vs La Relève.	2149
------------------------------	------

PROCLAMATIONS:

Concernant la mise en vigueur du cadastre de diverses localités 2149
 Concernant l'érection de la municipalité de Roquemaure. 2150

PROCLAMATIONS:

Concerning the coming into force of the cadastre of various localities. 2149
 Concerning the erection of the municipality of Roquemaure 2150

SIÈGES SOCIAUX:

Coronet Television Corporation. 2152
 Kenairways, Limited. 2152
 R. Bissonnette Ltée. 2152

HEAD OFFICES:

Coronet Television Corporation. 2152
 Kenairways, Limited. 2152
 R. Bissonnette Ltée. 2152

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Dionne, Alphonse 2152
 Lagacé, Charles. 2152

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Dionne, Alphonse. 2152
 Lagacé, Charles. 2152

VENTES PAR SHÉRIFS:

SHERIFFS' SALES:

BONAVENTURE:

Delarosbil vs Deraiche. 2153

BONAVENTURE:

Delarosbil vs Deraiche. 2153

JOLIETTE:

Laurendeau vs Allard 2154

JOLIETTE:

Laurendeau vs Allard 2154

MONTRÉAL:

Pillnière vs Quenneville. 2155

MONTREAL:

Pillnière vs Quenneville. 2155

30660-o

30660-o

